EMPIRE CHÉRIFIEN
PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	600 fr.	1.200 fr.
	6 mois..	400 »	700 »
France et Colonies	Un an..	750 »	1.500 »
	6 mois..	500 »	850 »
Étranger	Un an..	1.250 »	2.100 »
	6 mois..	750 »	1.250 »

Changement d'adresse : 10 francs,
indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle,
avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable
de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.
Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Édition partielle 16 fr.
Édition complète 26 fr.

Années antérieures :

Prix ci-dessus majorés de 50 %.

Prix des annonces :

Annonces légales,
réglementaires
et judiciaires } La ligne de 27 lettres :
40 francs

(Arrêté résidentiel du 24 décembre 1947)

Pour la publicité-réclame commerciale
et industrielle, s'adresser à l'agence Havas,
3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Relèvement de certaines pensions exceptionnelles. Dahir du 12 mars 1949 (11 jourmada I 1368) relevant le supplément provisoire de pension accordé à certains titulaires de pensions exceptionnelles servies par le Gouvernement chérifien	495
Contrôle des informations. Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 29 août 1939 portant création d'un service général de l'information	495
Prélèvement sur les aciers importés. Arrêté du secrétaire général du Protectorat abrogeant l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 4 novembre 1948 instituant un prélèvement sur les aciers importés en provenance de la métropole	495
Caisse d'aide sociale. — Sursalaire familial. Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant le taux du sursalaire familial servi par la caisse d'aide sociale aux travailleurs marocains	495
Office de la famille française. — Prestations familiales. Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le montant du salaire mensuel de base servant au calcul des prestations familiales versées par l'Office de la famille française.	496
Prix des produits céramiques. Arrêté du secrétaire général du Protectorat rendant la liberté aux prix des produits céramiques	496
Prix des ciments. Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant l'arrêté du 27 novembre 1948 fixant le prix maximum du ciment soumis à répartition	496
Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le prix maximum du clinker d'importation	496

Transports routiers de marchandises.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant l'arrêté du 29 novembre 1948 fixant les tarifs maxima pour les transports de marchandises par camions 497

Établissements insalubres, incommodes ou dangereux.

Arrêté du directeur des travaux publics fixant les modalités d'application de l'article 2 de l'arrêté viziriel du 13 octobre 1933 portant classement des établissements insalubres, incommodes ou dangereux 497

Colis familiaux.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant l'arrêté du 20 mars 1947 réglementant l'envoi des colis familiaux à destination des particuliers domiciliés en France et dans les pays de l'Union française 497

TEXTES PARTICULIERS

Agadir. — Création d'une cité ouvrière au quartier industriel.

Arrêté viziriel du 19 février 1949 (20 rebia II 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la création d'une cité ouvrière au quartier industriel d'Agadir, et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cet effet 498

Route Khouribga—Beni-Mellal. — Construction de la section El-M'Timrat.

Arrêté viziriel du 12 mars 1949 (11 jourmada I 1368) déclarant d'utilité publique et urgente la construction de la route n° 133 (ex-n° 132), de Khouribga à Beni-Mellal (section El-M'Timrat, route n° 22), et frappant d'expropriation les terrains nécessaires 500

Imouzzèr-des-Marmoucha. — Délimitation de cantons forestiers.

Arrêté viziriel du 13 mars 1949 (12 jourmada I 1368) homologuant les opérations de délimitation de trois cantons de la forêt domaniale d'Imouzzèr-des-Marmoucha (région de Fès) 501

Reconnaissance de droits d'eau (aïn Bernoussi et aïn Abouch).

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur l'aïn Bernoussi (annexe de contrôle civil de Fedala) 501

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) homologuant les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur l'aïn Abouch (contrôle civil du cercle des Chaouia-nord) 501

Ecoles privées. — Ouverture, transfert, changement de direction.

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) autorisant un changement de direction à l'institution De La Salle à Casablanca 501

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) autorisant un changement de direction à l'école Sainte-Thérèse de Fès 501

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) autorisant un changement de direction à l'école primaire privée de Merchouch 501

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) autorisant un changement de direction à l'institution Sainte-Jeanne-d'Arc à Casablanca 501

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) autorisant un changement de direction à l'institution Sainte-Jeanne-d'Arc à Berkane 501

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) autorisant un changement de direction à l'institution De La Salle à Meknès 501

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) autorisant le transfert de la « Maison des enfants » de Fedala, dans un autre local 502

Arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) autorisant l'ouverture d'une école primaire privée à Meknès-Platance 502

Demnate. — Classement du site d'Imi-n'Ifri.

Arrêté viziriel du 19 mars 1949 (18 jourmada I 1368) portant classement du site d'Imi-n'Ifri (annexe de Demnate) .. 502

Rabat. — Cession de terrain pour la construction d'un dispensaire polyclinique.

Arrêté viziriel du 26 mars 1949 (25 jourmada I 1368) autorisant la ville de Rabat à céder à l'État chérifien, en vue de la construction d'un dispensaire polyclinique, deux parcelles de terrain du domaine privé municipal, sises rue Sidi-Fatah 502

Casablanca. — Commission consultative de l'hôpital civil « Jules-Colombani ».

Arrêté résidentiel désignant des membres de la commission consultative de l'hôpital civil « Jules-Colombani » de Casablanca 502

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 11 avril 1949 (12 jourmada II 1368) fixant les conditions dans lesquelles peuvent être utilisés pour les besoins du service les avions personnels acquis par les fonctionnaires 502

TEXTES PARTICULIERS

Direction des affaires chérifiennes.

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jourmada II 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel du cadre des secrétaires des juridictions marocaines 502

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jourmada II 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel du cadre des topographes de la direction des affaires chérifiennes 503

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jourmada II 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel du cadre du contrôle des institutions israélites marocaines 503

Arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien modifiant l'arrêté directorial du 16 novembre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel relevant de la direction des affaires chérifiennes 504

Direction des finances.

Arrêté viziriel du 11 avril 1949 (12 jourmada II 1368) complétant l'arrêté viziriel du 20 septembre 1948 (16 kaada 1367) formant statut du cadre des secrétaires d'administration de la direction des finances 504

Direction des travaux publics.

Arrêté viziriel du 7 avril 1949 (8 jourmada II 1368) portant création de bourses d'études en faveur des candidats aux emplois techniques de la direction des travaux publics .. 504

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jourmada II 1368) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements des gardiens de phare de la direction des travaux publics ... 505

Direction de l'instruction publique.

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jourmada II 1368) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de certains personnels de l'enseignement musulman 505

Arrêté du directeur de l'instruction publique modifiant l'arrêté directorial du 7 décembre 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires de la direction de l'instruction publique 506

Arrêté du directeur de l'instruction publique modifiant et complétant l'arrêté du 11 avril 1946 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres de fonctionnaires du service de la jeunesse et des sports 506

Trésorerie générale.

Dahir du 28 mars 1949 (27 jourmada I 1368) portant fixation du traitement du trésorier général du Protectorat 506

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions 506

Honorariat 511

Admission à la retraite 511

Résultats de concours et d'examens 511

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis aux contribuables européens ou assimilés relatif aux déclarations à souscrire en vue de l'établissement des rôles du tertib. et de la taxe des prestations de 1949 511

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 512

Avis de concours pour douze emplois de commis stagiaire d'interprétariat de la direction de l'intérieur	512
Avis de concours pour vingt-cinq emplois de commis stagiaire de la direction de l'intérieur	512
Avis de concours pour l'emploi de secrétaire de conservation foncière	512
Résumé climatologique du mois de septembre 1948	513

TEXTES GÉNÉRAUX

Supplément accordé à certains titulaires de pensions exceptionnelles.

Par dahir du 12 mars 1949 (11 jomada I 1368), le supplément provisoire de pension accordé à certains titulaires de pensions exceptionnelles a été porté aux taux ci-après à compter du 1^{er} janvier 1948 :

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ANNUEL du supplément provisoire de pension
	Francs
Héritiers de Ba Ahmed et Si Moussa	194.062
Veuve du docteur Linarès	45.000
M ^{me} Rebout	13.500
Ex-caïd Bouchaïb ben Haj Djilali	54.000
M ^{me} de Lépinay	225.000
Héritiers de Si Mehdi Gharnit	360.000

Le supplément provisoire de pension accordé à certains titulaires de pensions exceptionnelles a été porté aux taux ci-après à compter du 1^{er} septembre 1948 :

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ANNUEL du supplément provisoire de pension
	Francs
Héritiers de Ba Ahmed et Si Moussa	198.062
Veuve du docteur Linarès	49.000
M ^{me} Rebout	15.000
Ex-caïd Bouchaïb ben Haj Djilali	60.000
M ^{me} de Lépinay	229.000
Héritiers de Si Mehdi Gharnit	364.000

Arrêté résidentiel modifiant l'arrêté résidentiel du 29 août 1939 portant création d'un service général de l'information.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur, /

Vu l'arrêté résidentiel du 29 août 1939 portant création d'un service général de l'information, tel qu'il a été modifié par l'arrêté résidentiel du 22 mai 1943,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté résidentiel susvisé du 29 août 1939 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Sont subordonnées à l'autorisation du service général de l'information, l'exposition, la vente, la mise en vente, la propagation, la diffusion par toute personne, en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, de journal ou livraison périodique, tract, circulaire, bulletin d'informations ou de liaison,

« affiche, reproduits par imprimerie, gravure, lithographie ou machine à écrire, ainsi que des duplicata ou reproductions obtenus par quelque moyen que ce soit.

« Dépôt préalable devra en être effectué dans des conditions permettant au service de l'information d'opérer les rectifications ou suppressions qui seraient utiles. Les rectifications ou suppressions pourront porter sur les points suivants :

« 1° Les questions qui exigent le secret dans l'intérêt de la sécurité nationale ;

« 2° Les expressions d'opinion incitant à changer par la violence le système du gouvernement ou suscitant des troubles ;

« 3° Les expressions d'opinion incitant à commettre des actes criminels ;

« 4° Les expressions obscènes ou qui sont dangereuses pour la jeunesse et figurant dans des publications qui lui sont destinées ;

« 5° Les expressions d'opinion qui compromettent le cours régulier de la justice ;

« 6° Les expressions d'opinion qui portent atteinte à la réputation d'autrui ou lui nuisent de toute autre manière sans avantage pour la communauté ;

« 7° La diffusion systématique de nouvelles fausses, ou déformées en connaissance de cause, qui portent atteinte au crédit de l'État ou nuisent aux relations amicales entre peuples ou entre États. »

Rabat, le 31 mars 1949.

A. JUIN.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat abrogeant l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 4 novembre 1948 instituant un prélèvement sur les aciers importés en provenance de la métropole.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 instituant une caisse de compensation, et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté du directeur des travaux publics, du directeur des affaires économiques et du directeur de la santé publique et de la famille du 15 janvier 1946 concernant l'importation de certaines marchandises en zone française du Maroc, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 mars 1948 relatif à la détention, la répartition et l'utilisation des fers, fontes et aciers, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 4 novembre 1948 instituant un prélèvement sur les aciers importés en provenance de la métropole ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} avril 1949, l'arrêté susvisé du secrétaire général du Protectorat du 4 novembre 1948 est abrogé.

Rabat, le 31 mars 1949.

JACQUES LUCIUS.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant le taux du sur-salaire familial servi par la caisse d'aide sociale aux travailleurs marocains.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 15 juillet 1947, déterminant les modalités d'application du dahir du 22 avril 1942 portant création d'une caisse d'aide sociale, modifié par l'arrêté résidentiel du 26 décembre 1947, notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 1947 du secrétaire général du Protectorat déterminant le taux du sursalaire familial servi par la caisse d'aide sociale aux travailleurs marocains ;

Après avis du conseil d'administration de la caisse d'aide sociale réuni à Casablanca, le 16 février 1949,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le taux du sursalaire familial prévu par l'article 16, 1^{er} alinéa, de l'arrêté résidentiel susvisé du 15 juillet 1947 et servi par la caisse d'aide sociale aux travailleurs marocains ou assimilés, est fixé, à compter du 1^{er} janvier 1949, à 15 francs par journée de travail et par enfant à charge donnant droit au sursalaire, dans les conditions fixées par ledit article 16.

Cependant, le taux reste fixé à 10 francs par journée de travail pour l'enfant unique à charge.

Rabat, le 7 avril 1949.

JACQUES LUCIUS.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le montant du salaire mensuel de base servant au calcul des prestations familiales versées par l'Office de la famille française.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 31 mai 1948 portant création d'une allocation de salaire unique versée par l'Office de la famille française ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 2 juin 1948 déterminant le montant du salaire mensuel de base servant au calcul des prestations familiales versées par l'Office de la famille française,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant du salaire mensuel de base servant au calcul des prestations payées par l'Office de la famille française est fixé à 10.800 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté, qui n'est pas applicable aux ressortissants de l'Office de la famille française domiciliés dans la zone de Tanger, prend effet du 1^{er} septembre 1948.

Rabat, le 7 avril 1949.

JACQUES LUCIUS.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat rendant la liberté aux prix des produits céramiques.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 10 mars 1948 relatif à la répression des hausses de prix injustifiées ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} mars 1949 fixant les modalités de détermination des briques et tuiles ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Ne sont plus soumis à homologation les prix des produits céramiques, fabriqués au Maroc ou importés.

ART. 2. — Est abrogé l'arrêté susvisé du 1^{er} mars 1949.

Rabat, le 8 avril 1949.

JACQUES LUCIUS.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant l'arrêté du 27 novembre 1948 fixant le prix maximum du ciment soumis à répartition.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 25 février 1941 instituant une caisse de compensation, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 30 août 1947 donnant délégation au directeur de la production industrielle et des mines pour la signature des arrêtés portant fixation du prix des marchandises dont ses services sont responsables ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 25 août 1948 donnant délégation au directeur de la production industrielle et des mines pour la signature des arrêtés portant fixation des prélèvements pour les marchandises dont ses services sont responsables ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 27 novembre 1948 fixant le prix maximum du ciment soumis à répartition ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les deuxième et cinquième alinéas de l'article premier de l'arrêté susvisé du 27 novembre 1948 sont abrogés et remplacés par les suivants :

« Article premier. —

« Ces prix, qui comprennent la rémunération éventuelle des revendeurs, s'entendent marchandise nue sur wagon ou camion. »

« Les prix ci-dessus sont majorés de 300 francs par tonne lorsque le ciment est pris dans le magasin d'un commerçant, importateur ou revendeur. »

ART. 2. — L'article 4 de l'arrêté susvisé du 27 novembre 1948 est complété ainsi qu'il suit :

« Article 4. —

« Les entrepreneurs ou les particuliers qui importeront du ciment destiné exclusivement à des travaux prioritaires, et, de ce fait, soumis à répartition, bénéficieront d'une ristourne dont le montant sera calculé dans les conditions prévues au présent article. Toutefois, les sommes forfaitaires susmentionnées seront, dans leur cas, uniformément réduites de 650 francs. »

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 11 avril 1949.

Pour le secrétaire général du Protectorat
et par délégation,

Le directeur de la production industrielle
et des mines,

A. POMMERIE.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le prix maximum du clinker d'importation.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 30 août 1947 donnant délégation au directeur de la production indus-

truelle et des mines pour la signature des arrêtés portant fixation du prix des marchandises dont ses services sont responsables ;

Vu l'arrêté du 18 mars 1948 fixant le prix du clinker d'importation ;

• Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 27 novembre 1948 fixant le prix maximum du ciment soumis à répartition ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 23 mars 1949 portant fixation de prélèvement sur le ciment de fabrication locale ;

Après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} décembre 1948, le prix du clinker importé est fixé à 3.150 francs la tonne rendue usine de la Société des chaux et ciments.

ART. 2. — Est abrogé, à compter de la même date, l'arrêté susvisé du 18 mars 1948.

Rabat, le 11 avril 1949.

Pour le secrétaire général du Protectorat
et par délégation,

Le directeur de la production industrielle
et des mines,

A. POMMERIE.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant l'arrêté du 29 novembre 1948 fixant les tarifs maxima pour les transports de marchandises par camions.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 23 décembre 1937 relatif aux transports par véhicules automobiles sur route ;

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir précité, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 29 novembre 1948 fixant les tarifs maxima pour les transports de marchandises par camions ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics, après avis du commissaire aux prix agissant par délégation de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe 10 de l'article 4 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat susvisé du 29 novembre 1948 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 4. — Le B.C.T. est autorisé à percevoir, en sus de ces « tarifs :

« 10° Une taxe de magasinage applicable après un délai de franchise de trois jours, s'élevant :

« A. — Pour les marchandises périssables (fruits et légumes « frais, etc.) :

« Du 4^e au 5^e jour inclus, à 25 francs par quintal et par jour ;

« A partir du 6^e jour, à 50 francs par quintal et par jour ;

« Au delà du 10^e jour, à 100 francs par quintal et par jour ;

« B. — Produits alimentaires :

« Du 4^e au 7^e jour inclus, à 20 francs par quintal et par jour ;

« A partir du 8^e jour, à 50 francs par quintal et par jour ;

« Au delà du 15^e jour, à 100 francs par quintal et par jour ;

« C. — Marchandises diverses :

« Du 4^e au 7^e jour inclus, à 15 francs par quintal et par jour ;

« A partir du 8^e jour, à 40 francs par quintal et par jour ;

« Au delà du 15^e jour, à 100 francs par quintal et par jour.

Rabat, le 11 avril 1949.

JACQUES LUCIUS.

Arrêté du directeur des travaux publics fixant les modalités d'application de l'article 2 de l'arrêté viziriel du 13 octobre 1933 portant classement des établissements insalubres, incommodes ou dangereux.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 août 1914 portant réglementation des établissements insalubres, incommodes ou dangereux, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 octobre 1933 portant classement des établissements insalubres, incommodes ou dangereux, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 16 février 1949 ;

Vu l'arrêté du 12 février 1935 portant détermination des conditions que doivent remplir les réservoirs souterrains pour que les liquides inflammables qui y sont emmagasinés, ne soient comptés que pour le tiers ou le cinquième de leur volume,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les conditions techniques et d'isolement permettant aux installations fixes comportant des distributeurs automatiques et des réservoirs enterrés pour la distribution au public des hydrocarbures servant de carburant pour moteurs thermiques de bénéficier de la dérogation instituée par l'article 2 (nouveau) de l'arrêté viziriel susvisé du 13 octobre 1933, sont fixées ainsi qu'il est indiqué aux articles ci-dessous.

ART. 2. — Les réservoirs devront être uniquement du type enterré. Les installations devront être réalisées conformément à l'arrêté susvisé du 12 février 1935.

ART. 3. — Pour qu'une installation soit considérée comme isolée, et puisse être autorisée, en conséquence, à stocker de 15 à 30 mètres cubes de carburant, aucun élément de ladite installation (réservoir, canalisation, distributeur, etc.) ne devra se trouver à une distance horizontale inférieure ou égale aux minima indiqués ci-dessous, par rapport à la limite des propriétés privées, bâties ou non :

Stockage et distribution de produits blancs : 15 mètres ;

Stockage et distribution de produits noirs : 10 mètres.

Rabat, le 25 mars 1949.

GIRARD.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts modifiant l'arrêté du 20 mars 1947 réglementant l'envoi des colis familiaux à destination des particuliers domiciliés en France et dans les pays de l'Union française.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,

Vu l'arrêté résidentiel du 16 juillet 1946 relatif à la sortie des marchandises hors de la zone française de l'Empire chérifien, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté directorial du 20 mars 1947 réglementant l'envoi des colis familiaux à destination des particuliers domiciliés en France et dans les pays de l'Union française, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du 5 mai 1948,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté susvisé du 20 mars 1947 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Ces colis pourront comprendre tous articles, « produits, matières et denrées n'entrant pas dans l'énumération « ci-après :

« Café, lait en boîte, tabac. »

Rabat, le 30 mars 1949.

Pour le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts,

Le directeur délégué,

FÉLICI.

TEXTES PARTICULIERS

Création d'une cité ouvrière à Agadir.

Par arrêté viziriel du 19 février 1949 (20 rebia II 1368), a été déclarée d'utilité publique et urgente la création d'une cité ouvrière au quartier industriel de la ville d'Agadir.

Ont été, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain limitées par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original dudit arrêté et désignées au tableau ci-après :

NUMERO des parcelles	NUMERO des titres fonciers	NOM ET PRENOMS DU PROPRIETAIRE	ADRESSE DU PROPRIETAIRE	NATURE des terrains	SUPERFICIE		
					HA.	A.	CA.
1	État 12.	Domaine privé de l'État chérifien.	Service des domaines.	Terrain nu.		25	00 env.
2	T. 2502.	Société Assima.	22, rue de la Haye, Casablanca.	id.	1	21	50 env.
3	T. 2504 (P. 1).	Évesque Gustave.	Ville nouvelle, Agadir.	id.		31	70 env.
4	T. 4602.	Crédit foncier agricole.	12, rue Blanche, Paris.	id.		73	54
5	T. 2504 (P. 3).	Évesque Gustave.	Ville nouvelle, Agadir.	id.		96	26
6	T. 2504 (P. 2).	Évesque Gustave.	Ville nouvelle, Agadir.	id.		56	30
7	État 15.	Domaine privé de l'État chérifien.	Service des domaines.	id.		5	72
8	T. 306.	Évesque Gustave.	Ville nouvelle, Agadir.	id.		19	71
9	T. 2528 (P. 1).	1° Boccara Samson. 2° Boccara Charles. 3° Afriat Messod-Naphtalie. 4° Lumbroso Massine. 5° Martinot Auguste. 6° Keltoum ben Ali. 7° Yamina bent Caïd el Mahjoub. 8° Ali ben Hadj Lahcèn.	21, rue de Grignan, Marseille. 21, rue de Grignan, Marseille. 3, rue Étienne, Mogador. 3, rue de l'Adjudant-Paris, Mogador. Agadir ou Rabat, « Villa des Orangers ». Tamanar. Tamanar. Pharmacien, Mogador.	id. id. id. id. id. id. id. id.		65	71
10	T. 2826.	Gibert Toussaint.	Tamanar.	id.			
11	T. 2523 (P. 1).	Elmaleh Raphaël.	3, rue d'Angleterre, Mogador.	id.		7	50
12	T. 2498.	Évesque Gustave.	Ville nouvelle, Agadir.	id.	1	32	50 env.
13	T. 2894.	Si Mohamed Elmandjra.	6, rue Chénier, Casablanca.	id.	1	46	40
14	T. 83.	1° Mohamed ben Lahoucine Boudad. 2° Lumbroso Anna, épouse Addi. 3° Lumbroso Marguerite. 4° Lumbroso Emma, épouse Nessim. 5° Lumbroso Zorah. 6° Martinot Auguste. 7° Afriat Messod. 8° Boccara Samson. 9° Boccara Charles.	73, rue Franchet-d'Esperey, Casablanca. 188, rue des Régiments-Coloniaux, Casablanca. 70, rue du Consul-Kousi, Casablanca. 22, rue de Pont-à-Mousson, Casablanca. 8, rue d'Angleterre, Mogador. Route de Tildi, Agadir, ou Rabat, « Villa des Orangers ». 3, rue Étienne, Mogador. 21, rue de Grignan, Marseille. 21, rue de Grignan, Marseille.	id. id. id. id. id. id. id. id.			
15	T. 2890.	Mohamed ben Driss ben Rahmoum.	Cadi de Tanger.	id.		94	20
16	T. 2492.	1° El Kebir ben Mohamed el Harizi. 2° Elmaleh Raphaël.	14, rue de la Mission, Casablanca. 3, rue d'Angleterre, Mogador.	id. id.		26	50 env.
17	T. 2534.	Mayer Louis.	32, rue Charles-Lafitte, à Neuilly-sur-Seine, domicilié 24, rue Gallieni, à Casablanca.	id.		12	50 env.
18	T. 6337.	Choblet Henri.	11 bis, avenue Chappuis, Nantes.	id.	1	41	00 env.
19	T. 2520.	Elmaleh Raphaël.	3, rue d'Angleterre, Mogador.	id.		41	10
20	T. 2519.	Black-Hawkins Morocco Corporation.	86, route de Mazagan, Casablanca.	id.		60	37
21	T. 6831 (P. 1).	Guernier Eugène.	22, rue de la Haye, Casablanca.	id.		18	40
22	T. 2509.	Société marocaine immobilière Hautmont.	Par P. Deux et C ^o , Agadir.	id.	1	33	50 env.
23	T. 2512.	Société Assima.	22, rue de la Haye, Casablanca.	id.	1	99	30
24	T. 2541.	Société immobilière d'Agadir-Souss.	22, rue de la Haye, Casablanca.	id.		18	14
25	T. 6336.	Belisha Maurice.	3, rue Djerrari, Agadir.	id.		45	05
26	T. 2529.	Brun Jean-Baptiste.	7, rue de la Marne, Meknès.	id.		34	00 env.
27	T. 2891 (P. 1).	M ^{me} Black-Hawkins.	16, route de Mazagan, Casablanca.	id.		59	00 env.
28	T. 464.	1° Es Seyada Zehour bent Mohamed Tazi. 2° Mohamed ben el Mekki Tazi. 3° Feue Seyada oum el Ghit bent el Mekki. Le fils : Mekki ben Haj Mohamed Bennis. 4° Feu Haj M'Hamed Tazi, par Si Boubeker Tazi. 5° Es Seyada Radhia bent Haj Abdelkrim Tazi. 6° Habous.	Fès-médina. 18, derb Ben-Aouda, Fès-Douh. 17, akbet Ben-Soual, quartier Kettanine. Fès-médina. 36, rue Sijaj, Fès-Douh. 14, rue de la Mission, Casablanca. Taroudannt.	id. id. id. id.		81	66

NUMERO des parcelles	NUMERO des titres fonciers	NOM ET PRENOMS DU PROPRIETAIRE	ADRESSE DU PROPRIETAIRE	NATURE des terrains	SUPERFICIE		
					HA.	A.	CA.
29	T. 2532.	1° Si Rahman ben Abderrahman ben Hadj.	Inezgane.	Terrain nu.			
		2° Si Ahmed ben Hadj Lahssèn.	18, rue des Roses, Beauséjour, Casablanca.	id.			
		3° Si Hadj Embarck ben Hadj Lahssèn.		id.			
		4° Veuve Nigel d'Albini-Black Hawkins.	86, route de Mazagan, Casablanca.	id.			
		5° Ija bent el Khadir.	Inezgane.	id.			
		6° Saïd ben Cheik Lahssèn.	Inezgane.	id.			
		7° Mohamed ben Cheik Lahssèn.	Inezgane.	id.	1	02	90
		8° Ali ben Cheik Lahssèn.	Inezgane.	id.			
		9° Ahmed ben Cheik Lahssèn.	Inezgane.	id.			
		10° Aïcha bent Cheik Lahssèn.	Inezgane.	id.			
		11° R'Kia bent Cheik Lahssèn.	Inezgane.	id.			
		12° Lahoussine ben Bihi Agouram.	Agadir-Founti.	id.			
		13° Elmaleh Jacques.	19, rue Djerrari, Agadir.	id.			
30	T. 6843.	1° Si Nouaceur Tahar ben Ramdane.	158, derb Sidi-Boukôuket, Marrakech-médina.	id.			
		2° M. Milliot.	7, rue Emile-Zola, Alger.	id.			49 00 env.
		3° M ^{lle} Milliot.	24, rue Négrier, Bône.	id.			
31	T. 6844. T. 6845.	M ^{lle} Milliot.	24, rue Négrier, Bône.	id.			57 79
		M ^{lle} Milliot.	24, rue Négrier, Bône.	id.	1	02	55
32	T. 2511.	Guernier Eugène.	56, avenue Mers-Sultan, Casablanca, et 22, rue de la Haye.	id.			22 00 env.
33	T. 2540.	Feu Hakam Maklouf, par Chaloum.	10, rue des Ecoles, Agadir-Talborj.	id.			12 23
34	T. 3627 (lot 1)	Sambrana Farid.	2, rue du Four, Agadir.	id.			17 92
35	T. 2527 (lot 1)	M ^{me} Martinez, pour feu son fils David.	12, rue Goulma, Agadir.	id.	1	50	31
36	T. 2515.	Moulay Nouaceur Tahar ben Ramadan.	153, derb Sidi-Boullouka, Marrakech.	id.	1	02	35
37	T. 6845.	M ^{lle} Milliot.	24, rue Négrier, Bône.	id.	1	02	55
38	T. 2525 (P. 1)	Elmaleh Raphaël.	3, rue d'Angleterre, Mogador.	id.			49 95
39	T. 2500 (P. 1, 2, 3)	Elmaleh Amram.	Immeuble Bohly, Agadir.	id.	2	03	99
40	T. 941.	1° Moulay Moktar ben Boujema ben Saïd.	6, rue Azzaoui, Agadir.	id.			14 48
		2° Tahar ben Mohamed.		id.			
41	T. 952.	1° Si Ahmed ou Aarab.	Bou-Izakarn.	id.			9 16
		2° Hassoum ou Baous.	Bou-Izakarn.	id.			
42	T. 976.	Hadj Lahssèn ben Hamou ben Saïd.	Souk El-Khemis des Aït Amira.	id.			8 14
43	T. 954.	Ahmed ben Mohamed el Moussaoui.	Secrétariat général, Agadir.	id.			4 01
44	T. 955.	Mohamed ben Ahmed Belkahia.	Agadir-Founti.	id.			4 00
45	T. 940.	El Hadj Mohamed ben Hamou ben Saïd.	Caïd des Aït Amira.	id.			8 59
46	T. 942.	De Saint-Meleuc Hervé.	Route d'Inezgane, Agadir.	id.			6 20
47	T. 2497 (lot 1).	Société immobilière marocaine Agadir-Souss, Gustave Cassou et Guernier.	22, rue de la Haye, Casablanca.	id.	1	94	35
48	T. 2497 (P. 2).	Société immobilière marocaine Agadir-Souss, Gustave Cassou et Guernier.	22, rue de la Haye, Casablanca.	id.			54 60 env.
49	T. 2501 (P. 1)	Si Nouaceur Tahar ben Ramdan.	158, derb Sidi-Bouloukat, Marrakech-médina.	id.	1	21	50
50	T. 6847 (P. 1)	M. Milliot.	7, rue Emile-Zola, Alger.	id.			43 00 env.
51	T. 2501 (P. 2)	Si Nouaceur Tahar ben Ramdan.	158, derb Sidi-Bouloukat, Marrakech-médina.	id.			38 22
52	T. 6846.	M ^{lle} Milliot.	24, rue Négrier, Bône.	id.	1	31	10
53	T. 6830.	Guernier Eugène.	22, rue de la Haye, Casablanca.	id.			42 88
54	T. 6847 (P. 2)	M. Milliot.	7, rue Emile-Zola.	id.	1	40	00 env.
55	T. 5451.	Martin François.	Inezgane.	id.			7 13
56	T. 2525 (P. 2)	Elmaleh Raphaël.	3, rue d'Angleterre, Mogador.	id.			6 31
57	T. 2524.	1° Boyer Emilien.	Agadir, boîte postale n° 69.	id.			57 57
		2° Abisror Jacques.	Agadir, boîte postale n° 69.	id.			
58	T. 2503.	Evesque Gustave.	Ville nouvelle, Agadir.	id.			26 15
59	T. 70.	Abdeslem ben Mohamed.	Rue IMala, Agadir.	id.			6 69
60	T. 2898.	Gibert Toussaint.	Mogador.	id.			10 10

Le délai pendant lequel les parcelles de terrain désignées ci-dessus resteront sous le coup de l'expropriation a été fixé à cinq ans. L'urgence a été prononcée.

**Construction de la route n° 133 (ex-n° 132), de Khouribga à Beni-Mellal
(section El-M'Timrat, route n° 22).**

Par arrêté viziriel du 12 mars 1949 (11 jourmada I 1368), a été déclarée d'utilité publique la construction de la route n° 133 (ex-n° 132), de Khouribga à Beni-Mellal (section El-M'Timrat, route n° 22).

En conséquence, ont été frappées d'expropriation les parcelles désignées au tableau ci-après et figurées sur le plan parcellaire au 1/5.000^e, annexé à l'original dudit arrêté :

NUMÉRO des parcelles	NOM DES PROPRIÉTAIRES OU PRÉSUMÉS TELS	LIEU DE RÉSIDENCE (circonscription des Beni-Amir—Bent- Moussa)	TITRE FONCIER	NATURE DES TERRAINS	SUPERFICIE
					Ha. A. Ca.
1	Collectivité des Oulad M'Hamed.	Oulad M'Hamed.	Non immatriculé.	Terrain de culture.	1 92 60
2				Sol de piste.	9 90
3	Collectivité des Oulad M'Hamed.	Oulad M'Hamed.	id.	Terrain de culture.	18 18 00
4				Lit de l'oued Meskoune.	33 00
5	Collectivité des Oulad M'Hamed.	Oulad M'Hamed.	id.	Terrain de culture.	15 60 60
6	Collectivité des Oulad Bourradou.	Oulad Bourradou.	id.	id.	3 57 00
7				Sol de piste.	6 00
8	Collectivité des Oulad Bourradou.	id.	id.	Terrain de culture.	1 48 50
9	Hamadi ben Ahmed.	Oulad Brahim.	id.	id.	28 20
10	Kabbour ben Bouzekri.	id.	id.	id.	7 20
11	Hamadi ben Abou.	Oulad Amran.	id.	id.	6 60
12	Hamadi ben Bouzekri.	Oulad M'Hamed.	id.	id.	10 50
13	Bel Kacem ben Hamadi.	Oulad Amran.	id.	id.	1 03 35
14	Larbi ben Hadj.	id.	id.	id.	2 85
15				Sol de piste.	3 60
16	Larbi ben Hadj.	Oulad Amran.	id.	Terrain de culture.	26 40
17	Maati ben Cherké.	id.	id.	id.	14 12
18	Larbi ben Hadj.	id.	id.	id.	1 28
19	Hamadi ben Abdallah.	Oulad Boudra.	id.	id.	19 80
20	Jilali ben Mouloudi.	Oulad M'Hamed.	id.	id.	16 50
21	Si Mohamed ben Larbi.	id.	id.	id.	1 00 80
22	Zohra bent Hamadi.	Oulad Brahim.	id.	id.	10 50
23				Sol de piste.	3 30
24	Cheikh Allal.	Oulad M'Hamed.	id.	Terrain de culture.	63 00
25	Mouloudi ben Bark.	Oulad Brahim.	id.	id.	35 40
26	Abid ben Razouani.	Oulad Boudra.	id.	id.	30 80
27	N'Fati ben N'Fati.	Oulad Brahim.	id.	id.	48 00
28	Abid ben Razouani.	Oulad Boudra.	id.	id.	10 20
29	N'Fati ben N'Fati.	Oulad Brahim.	id.	id.	29 10
30	Hamadi ben Brahim.	Oulad M'Hamed.	id.	id.	35 10
31	Cadi Si Abbès ben Maati.	Oulad Brahim.	id.	id.	63 30
32	Hamadi Bouzkri ben Larbi.	Oulad M'Hamed.	id.	id.	78 60
33	Si Bouzkri ben Abdelkader.	id.	id.	id.	54 00
34	Cheikh Allal ben Kaddour.	id.	id.	id.	16
35	Bouzkri ben Larbi.	id.	id.	id.	48 74
36	Mohamed ben Jilali.	Oulad Amran.	id.	id.	34 50
37	Mohamed ben Bouzkri.	Oulad M'Hamed.	id.	id.	12 00
38	El Hadj Ahmed ben Larbi.	Oulad Brahim.	id.	id.	1 96 50
39	Société « La Frabbethima ».	30, boulevard de la Gare, Casablanca.	T. 20 T.	id.	45 00
40	Si Smaïl ben Mohamed.	Oulad Si Chennan.	Non immatriculé.	id.	24 72
41				Sol de piste.	5 40
42	Fadel ben Larbi.	Oulad Kouassen.	id.	Terrain de culture.	45 60
43	Si Mohamed ben Amar.	Derb El-Hayat, n° 8, Rabat.	id.	id.	37 50
44	Ahmed ben Si Mohamed.	Ait Rhadi.	id.	id.	4 20
45				Canal principal d'irrigation.	21 30
46	Ahmed ben Si Mohamed.	id.	id.	Terrain de culture.	21 00
47	Malem Salah ben R'Bia.	id.	id.	id.	73 50
48	Abdenbi ben Abbid.	Oulad Hadidou.	id.	id.	52 50
49	Héritiers de Si Bouzkri ben Daoud Kerdoudi.	Oulad Boudra.	id.	id.	13 50
50	Maati ben Mekki ben Azzouz.	Oulad Kouassen.	id.	id.	56 95
51	Jilali ben Abbès ben Ahmed.	Oulad Boudra.	id.	id.	16 25
52	Jilali ben Abbès ben Ahmed.	id.	id.	id.	24 30
53	Collectivité des Oulad Sassi.	Oulad Sassi.	T. 25517 C.	id.	70 17
54	Jilali ben Abbès ben Ahmed.	Oulad Boudra.	Non immatriculé.	id.	2 85

NUMERO des parcelles	NOM DES PROPRIETAIRES OU PRESUMES TELS	LIEU DE RESIDENCE (circonscription des Beni-Amir--Beni-Moussa)	TITRE FONCIER	NATURE DES TERRAINS	SUPERFICIE
55	Hamadi ben Salah ben Miloudi.	Oulad Hdidou.	Non immatriculé.	Terrain de culture.	Ha. A. Ca. 48
56	M. Chevrier.	Fqih-Bensalah.	id.	id.	28 80
57				Sol de piste.	8 40
58	Ahmed ben Fquih.	Oulad Si Chennan.	id.	Terrain de culture.	19 20
59	Mohamed ben Abdellah ben Mohamed.	Oulad Hadidou.	id.	id.	31 50
60	Héritiers de Bouchaïb ben Mouloudi ben Charqui.	Oulad Si Chennan.	id.	id.	38 40
61	Mohamed ben Abdellah ben Mohamed.	Oulad Hadidou.	id.	id.	54 00
62	Salah ben Mekki ben Ahmed.	Oulad Si Chennan.	id.	id.	30 00
63				Sol de piste.	3 00
64	M'Hamed ben Aomar ben Ahmed.	Fqih-Bensalah.	id.	Terrain de culture.	18 00
65	Sliman ben Mâati ben Abderrahman.	Oulad Hadidou.	id.	id.	4
66	Kebir ben Mâati ben Abdeslam.	Fqih-Bensalah.	id.	id.	34 50
67	M'Hamed ben Mâati ben Abdeslam.	Oulad Si Chennan.	id.	id.	15 60
68	Sliman ben Mâati ben Abderrahman.	id.	id.	id.	18 00
69	M. Chevrier.	Fqih-Bensalah.	id.	id.	81
70	Mâati ben Mouloudi ben Mâali.	Oulad Hadidou.	id.	id.	36 40
71	Kaddour ben Hamou.	Oulad Kouassen.	id.	id.	26 40
				TOTAL....	60 98 25

L'urgence a été déclarée.

Le délai pendant lequel les propriétés désignées au tableau ci-dessus peuvent rester sous le coup de l'expropriation a été fixé à deux ans.

Délimitation de trois cantons de la forêt domaniale d'Imouzzèr-des-Marmoucha (Fès).

Par arrêté viziriel du 13 mars 1949 (12 jourmada I 1368), ont été homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341), telles qu'elles résultent des trois procès-verbaux établis par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 dudit dahir, les opérations de délimitation des trois cantons de la forêt domaniale d'Imouzzèr-des-Marmoucha, dits de : « Aït-Bazza », « Jbel-Ayad » et « Iche-Fedna », situés sur le territoire de l'annexe d'affaires indigènes d'Imouzzèr-des-Marmoucha (région de Fès).

Ont été, en conséquence, définitivement classés dans le domaine forestier de l'Etat, les immeubles dits :

- « Canton d'Aït-Bazza », d'une superficie de 4.300 hectares ;
- « Canton Jbel-Ayad », d'une superficie de 2.865 hectares ;
- « Canton Iche-Fedna », d'une superficie de 1.477 hectares.

Les droits d'usage au parcours des troupeaux et au ramassage du bois mort, sous réserve que ces droits ne pourront être exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement, ont été reconnus aux Marocains des tribus riveraines désignées à l'arrêté viziriel du 13 août 1946 (15 ramadan 1365) ordonnant la délimitation des massifs boisés de l'annexe d'affaires indigènes d'Imouzzèr-des-Marmoucha, et fixant la date des opérations au 29 octobre 1946.

Reconnaissance des droits d'eau sur l'aïn Bernoussi (annexe de contrôle civil de Fedala).

Par arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368), ont été homologuées les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur l'aïn Bernoussi, conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) relatif à l'application du dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux.

La totalité du débit de l'aïn Bernoussi a été reconnue comme appartenant au domaine public.

Reconnaissance des droits d'eau sur l'aïn Abouch.

Par arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) ont été homologuées les opérations de la commission d'enquête relative à la reconnaissance des droits d'eau sur l'aïn Abouch, conformément aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) relatif à l'application du dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux.

La totalité du débit de l'aïn Abouch a été reconnue comme appartenant au domaine public.

Changement de direction dans des écoles privées.

Par arrêtés viziriels du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368) :

M. Giroud Georges, requérant, a été autorisé à succéder à M. Pessemesse Léon, démissionnaire, en qualité de directeur de l'institution De La Salle à Casablanca ;

M^{lle} Biétry Bernadette, en religion sœur Saint-Michel, requérante, a été autorisée à succéder à M^{lle} Flacher Geneviève, en religion sœur Saint-Germain, en qualité de directrice de l'école Sainte-Thérèse à Fès ;

M^{lle} Jenvrin Françoise, requérante, a été autorisée à succéder à M^{lle} Curot Marguerite, démissionnaire, en qualité de directrice de l'école de Merchouch ;

M^{lle} Bernier Simone, en religion sœur Saint-Jean, requérante, a été autorisée à succéder à M^{lle} Scorza Cézarine, démissionnaire, en qualité de directrice de l'institution Sainte-Jeanne-d'Arc à Casablanca ;

M^{lle} Moritz M.-Joséphine, en religion sœur Marcelle, requérante, a été autorisée à succéder à M^{lle} Leca, en religion sœur Angèle, démissionnaire, en qualité de directrice de l'institution Sainte-Jeanne-d'Arc à Berkane ;

M. Le Guen Jean, requérant, a été autorisé à succéder à M. Gabelin Camille, démissionnaire, en qualité de directeur de l'institution De La Salle à Meknès.

Transfert de la « Maison des enfants » de Fedala.

Par arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368), M^{me} Voignier Marie-Noëlle, requérante, a été autorisée à transférer l'école enfantine dite « Maison des enfants » du Casino à l'ancienne école J.-Hersent.

Ouverture d'une école privée.

Par arrêté viziriel du 16 mars 1949 (15 jourmada I 1368), le R. P. Jean Delpal, requérant, a été autorisé à ouvrir et à diriger une école primaire privée avec internat, dite « Ecole Saint-Philippe », à Meknès-Plaisance.

Classement du site d'Imi-n'Ifri (annexe de Demnate).

Par arrêté viziriel du 19 mars 1949 (18 jourmada I 1368), a été classé le site d'Imi-n'Ifri (annexe de Demnate), tel qu'il est défini par l'arrêté du directeur de l'instruction publique et le plan annexé à l'original dudit arrêté.

Le site d'Imi-n'Ifri a été soumis aux servitudes de protection indiquées dans l'arrêté directorial précité.

Cession par la ville de Rabat à l'État de terrains pour la construction d'un dispensaire polyclinique.

Par arrêté viziriel du 26 mars 1949 (25 jourmada I 1368), a été autorisée la cession par la ville de Rabat à l'État chérifien, en vue de la construction d'un dispensaire polyclinique, de deux parcelles de terrain, sises rue Sidi-Fatah, à Rabat, d'une superficie globale de mille trois cent soixante-quinze mètres carrés (1.375 mq.) environ, appartenant au domaine privé municipal, telles qu'elles sont délimitées par un trait rouge sur le plan annexé à l'original dudit arrêté.

Cette cession sera réalisée pour le prix de principe d'un franc (1 fr.).

Désignation des membres de la commission consultative de l'hôpital civil « Jules-Colombani » de Casablanca.

Par arrêté résidentiel du 9 avril 1949, ont été nommés membres de la commission consultative de l'hôpital civil « Jules-Colombani » :

MM. Mourier Marius, en qualité de délégué de la chambre de commerce et d'industrie, en remplacement de M. Marill, démissionnaire ;

Bourrin, en qualité de délégué de la commission municipale, en remplacement de M. Parent, décédé ;

le docteur Sesini, en qualité de délégué du corps médical de l'établissement, en remplacement de M. le docteur Grévin, démissionnaire.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Arrêté viziriel du 11 avril 1949 (12 jourmada II 1368) fixant les conditions dans lesquelles peuvent être utilisés pour les besoins du service les avions personnels acquis par les fonctionnaires.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et agents possédant des avions personnels peuvent être autorisés par le secrétaire général du Protectorat à utiliser ces avions pour leurs tournées de service.

ART. 2. — Les agents visés à l'article premier reçoivent une indemnité kilométrique dont le taux est égal à celui de l'indemnité fixée par arrêté du secrétaire général du Protectorat pour les voitures de la puissance la plus élevée circulant sur routes.

ART. 3. — Les distances seront décomptées d'après les itinéraires habituellement empruntés par les compagnies de navigation aérienne.

ART. 4. — La décision autorisant un agent à faire usage pour le service de son avion personnel fixera le maximum de kilomètres que l'agent pourra parcourir annuellement.

Fait à Rabat, le 12 jourmada II 1368 (11 avril 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 avril 1949.

Pour le Commissaire résident général,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

FRANCIS LACOSTE.

TEXTES PARTICULIERS

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jourmada II 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel du cadre des secrétariats des juridictions marocaines.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 février 1949 (8 rebia II 1368) fixant les traitements de base et les classes afférents aux emplois du cadre des juridictions marocaines ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1949 (6 jourmada I 1368) fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique, et notamment son article 3 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de base ci-après se substituent aux traitements fixés par l'arrêté viziriel susvisé du 7 février 1949 (8 rebia II 1368) :

EMPLOIS, GRADES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements
	Francs	Francs
Secrétaires-greffiers en chef :		
Hors classe	433.000	490.000
1 ^{re} classe	389.000	442.000
2 ^e classe	354.000	400.000
Secrétaires-greffiers :		
Hors classe	341.000	385.000
1 ^{re} classe	311.000	352.000
2 ^e classe	285.000	324.000
3 ^e classe	254.000	292.000
Secrétaires-greffiers adjoints :		
1 ^{re} classe	233.000	267.000
2 ^e classe	215.000	247.000
3 ^e classe	195.000	225.000
4 ^e classe	179.000	206.000
Stagiaires	162.000	188.000
Commis-greffiers principaux :		
Classe exceptionnelle :		
Après 3 ans	260.000	287.000
Avant 3 ans	241.000	266.000
1 ^{re} classe	223.000	247.000
2 ^e classe	207.000	228.000
3 ^e classe	194.500	212.000
Commis-greffiers :		
1 ^{re} classe	180.500	196.000
2 ^e classe	168.000	181.000
3 ^e classe	158.000	169.000
4 ^e classe	145.500	155.000
Stagiaires	135.000	143.000

Fait à Rabat, le 10-jumada II 1368 (9 avril 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 avril 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jumada II 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel du cadre des topographes de la direction des affaires chérifiennes.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 février 1949 (8 rebia II 1368) fixant les traitements de base et les classes afférents aux emplois du cadre des topographes de la direction des affaires chérifiennes ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1949 (6 jumada I 1368) fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique, et notamment son article 3 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de base ci-après se substituent aux traitements fixés par l'arrêté viziriel susvisé du 7 février 1949 (8 rebia II 1368) :

EMPLOIS, GRADES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements
	Francs	Francs
Topographes principaux :		
Hors classe :		
2 ^e échelon	354.000	411.000
1 ^{er} échelon	337.000	388.000
1 ^{re} classe	297.000	339.000
2 ^e classe	252.000	288.000
Topographes :		
1 ^{re} classe	235.000	271.000
2 ^e classe	219.000	255.000
3 ^e classe	201.000	237.000
4 ^e classe	187.000	222.000
5 ^e classe	172.000	207.000
Stagiaires	155.000	183.000

Fait à Rabat, le 10 jumada II 1368 (9 avril 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 avril 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jumada II 1368) fixant les nouveaux traitements du personnel du cadre du contrôle des institutions Israélites marocaines.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 22 février 1949 (23 rebia II 1368) fixant les nouveaux traitements de base et les classes afférents aux emplois du cadre du contrôle des institutions Israélites marocaines ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1949 (6 jumada I 1368) fixant les conditions générales dans lesquelles sera attribuée, en 1949, aux agents des cadres généraux mixtes, une nouvelle majoration de traitement au titre du reclassement de la fonction publique, et notamment son article 3 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, et avec l'accord de la commission interministérielle des traitements,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de base ci-après se substituent aux traitements fixés par l'arrêté viziriel du 7 février 1949 (8 rebia II 1368) :

EMPLOIS, GRADES ET ÉCHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements
	Francs	Francs
Inspecteur principal :		
Classe exceptionnelle :		
2 ^e échelon	433.000	490.000
1 ^{er} échelon	391.000	435.000
1 ^{re} classe	365.000	407.000
2 ^e classe	329.000	369.000

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS 1948	NOUVEAUX traitements
	Francs	Francs
Inspecteur :		
Hors classe	304.000	338.000
1 ^{re} classe :		
2 ^e échelon	275.000	304.000
1 ^{er} échelon	242.000	268.000
2 ^e classe	213.000	234.000
Contrôleur principal :		
Hors classe	321.000	336.000
1 ^{re} classe	282.000	318.000
2 ^e classe	252.000	288.000
3 ^e classe	233.000	267.000
Contrôleur :		
1 ^{re} classe	215.000	247.000
2 ^e classe	195.000	225.000
3 ^e classe	179.000	206.000
4 ^e classe	167.000	191.000
Commis principal :		
Classe exceptionnelle. {	236.000	266.000 (1)
Après 3 ans. {	228.000	250.000
Avant 3 ans. {	208.500	231.000
Hors classe	199.000	221.000
1 ^{re} classe	191.000	213.000
2 ^e classe	184.000	206.000
3 ^e classe	173.500	194.000
Commis :		
1 ^{re} classe	164.500	182.000
2 ^e classe	153.000	167.000
3 ^e classe et stagiaire	136.000	143.000

(1) Echelon exceptionnel réservé aux agents des services extérieurs à qui fait défaut le débouché de chef de groupe ; les conditions d'accès en seront précisées ultérieurement.

Fait à Rabat, le 10 jourmada II 1368 (9 avril 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 avril 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUN.

Arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien modifiant l'arrêté directorial du 16 novembre 1945 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres du personnel relevant de la direction des affaires chérifiennes.

Aux termes d'un arrêté directorial du 28 mars 1949, et à compter du 1^{er} janvier 1948, le paragraphe 3 de l'article 2 de l'arrêté du 16 novembre 1945 est modifié ainsi qu'il suit :

« 3^e Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services « dans une administration publique du Protectorat, le service « légal et les services de guerre non rémunérés par une pension « étant toutefois pris en compte, le cas échéant. »

DIRECTION DES FINANCES

Arrêté viziriel du 11 avril 1949 (12 jourmada II 1368) complétant l'arrêté viziriel du 20 septembre 1948 (16 kaada 1367) formant statut du cadre des secrétaires d'administration de la direction des finances.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 20 septembre 1948 (16 kaada 1367) formant statut du cadre des secrétaires d'administration de la direction des finances, notamment son article 11,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté viziriel susvisé du 20 septembre 1948 (16 kaada 1367) sont complétées comme suit :

« Le temps passé comme secrétaire d'administration stagiaire « est compté pour une année dans le calcul de l'ancienneté requise « pour la nomination au 2^e échelon de la 2^e classe des secrétaires « d'administration. »

Fait à Rabat, le 12 jourmada II 1368 (11 avril 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 avril 1949.

Pour le Commissaire résident général,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

FRANCIS LACOSTE.

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté viziriel du 7 avril 1949 (8 jourmada II 1368) portant création de bourses d'études en faveur des candidats aux emplois techniques de la direction des travaux publics.

LE GRAND VIZIR,

Sur la proposition du directeur des travaux publics, après avis du secrétaire général du Protectorat et du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Des bourses d'études peuvent être accordées, par arrêté du directeur des travaux publics, aux étudiants français et marocains qui suivent des cours les préparant aux carrières techniques de la direction des travaux publics et s'engagent à servir pendant huit ans au moins dans un emploi de cette direction.

ART. 2. — Le directeur des travaux publics peut accorder, au maximum, six bourses par an, dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget, après avis d'une commission comprenant :

- Un représentant du directeur des travaux publics ;
- Un représentant du directeur des finances ;
- Un représentant du directeur de l'instruction publique ;
- Un représentant du cadre des ingénieurs des travaux publics du Maroc ;
- Un représentant du cadre des adjoints techniques des travaux publics du Maroc.

Fait à Rabat, le 8 jourmada II 1368 (7 avril 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 7 avril 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUN.

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jourmada II 1368) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements des gardiens de phare de la direction des travaux publics.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 14 février 1949 (15 rebia II 1368) fixant les nouveaux traitements des gardiens de phare de la direction des travaux publics ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements globaux ci-après se substituent aux traitements globaux fixés par l'arrêté viziriel susvisé du 14 février 1949 (15 rebia II 1368), dont les autres dispositions sont maintenues :

NOUVEAUX TRAITEMENTS GLOBAUX.

Gardiens de phare.

1 ^{re} classe	126.000 fr.
2 ^e classe	121.500
3 ^e classe	117.000
4 ^e classe	113.000
5 ^e classe	109.000

Fait à Rabat, le 10 jourmada II 1368 (9 avril 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 avril 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Arrêté viziriel du 9 avril 1949 (10 jourmada II 1368) fixant, à compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements de certains personnels de l'enseignement musulman.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 28 février 1949 (29 rebia II 1368) fixant les traitements de certains personnels de l'enseignement musulman ;

Vu l'arrêté viziriel du 25 mars 1946 (21 rebia II 1365) instituant une indemnité spéciale en faveur de certains personnels de la direction de l'instruction publique ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 janvier 1947 (29 safar 1366) allouant des versements d'attente mensuels au personnel enseignant, tel qu'il a été modifié et complété ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1949, les traitements globaux ci-après se substituent aux traitements globaux fixés par l'arrêté viziriel susvisé du 28 février 1949 (29 rebia II 1368) :

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS globaux 1948		NOUVEAUX traitements globaux	
	Francs		Francs	
Oustades :				
Cadre supérieur :				
1 ^{re} classe	465.000		555.000	
2 ^e classe	424.000		511.000	
3 ^e classe	385.000		463.000	
4 ^e classe	348.000		417.000	
5 ^e classe	299.000		358.000	
6 ^e classe	249.000		297.000	

EMPLOIS, GRADES ET ECHELONS	TRAITEMENTS globaux 1948		NOUVEAUX traitements globaux	
	Francs		Francs	
Cadre normal :				
1 ^{re} classe	427.000		517.000	
2 ^e classe	395.000		479.000	
3 ^e classe	367.000		444.000	
4 ^e classe	332.000		398.000	
5 ^e classe	291.000		348.000	
6 ^e classe	249.000		297.000	
Mouderrès :				
En fonction dans les classes secondaires des collèges musulmans et dans les cours complémentaires :				
1 ^{re} classe	412.000		499.000	
2 ^e classe	381.000		463.000	
3 ^e classe	353.000		428.000	
4 ^e classe	313.000		379.000	
5 ^e classe	270.000		328.000	
6 ^e classe	235.000		283.000	
Stagiaires	219.000		261.000	
En fonction dans les classes et écoles primaires :				
1 ^{re} classe	393.000		463.000	
2 ^e classe	362.000		425.000	
3 ^e classe	334.000		390.000	
4 ^e classe	294.000		341.000	
5 ^e classe	251.000		290.000	
6 ^e classe	216.000		245.000	
Stagiaires	202.000		227.000	
Moniteurs :				
1 ^{re} classe	189.000		226.000	
2 ^e classe	181.000		215.000	
3 ^e classe	173.000		203.000	
4 ^e classe	163.000		190.000	
5 ^e classe	151.000		175.000	
6 ^e classe	138.000		159.000	
Stagiaires	131.000		148.000	

ART. 2. — A compter du 1^{er} janvier 1949, le montant de l'indemnité spéciale allouée aux personnels visés par le présent texte, par l'article premier (paragr. V) de l'arrêté viziriel susvisé du 25 mars 1946 (21 rebia II 1368), réduit de 25 % par l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 28 février 1949 (29 rebia II 1368), est réduit de 50 %.

ART. 3. — A compter du 1^{er} janvier 1949, le montant des versements d'attente alloués au personnel enseignant par l'arrêté viziriel susvisé du 23 janvier 1947 (29 safar 1366) est réduit d'un tiers.

ART. 4. — Sont maintenues toutes les autres dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 28 février 1949 (29 rebia II 1368).

Fait à Rabat, le 10 jourmada II 1368 (9 avril 1949).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 11 avril 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté du directeur de l'instruction publique modifiant l'arrêté directeur du 7 décembre 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires de la direction de l'instruction publique.

Par arrêté directeur du 31 mars 1949, l'article 2, paragraphe 3, de l'arrêté susvisé du 7 décembre 1945 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. —

« 3° Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services dans une administration publique du Protectorat; le service légal et les services de guerre non rémunérés par pension étant toute-fois pris en compte, le cas échéant. »

(La suite sans modification.)

Arrêté du directeur de l'instruction publique modifiant et complétant l'arrêté du 11 avril 1946 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans les cadres de fonctionnaires du service de la jeunesse et des sports.

Par arrêté directeur du 5 avril 1949, l'article 2 de l'arrêté du 11 avril 1946 est modifié comme suit :

« Article 2. —

« 3° Réunir, au 1^{er} janvier 1948, au moins dix ans de services dans une administration publique du Protectorat; le service légal et les services de guerre non rémunérés par une pension étant toutefois pris en compte, le cas échéant. »

(La suite sans modification.)

TRESORERIE GENERALE

Dahir du 28 mars 1949 (27 Jomada I 1368) portant fixation du traitement du trésorier général du Protectorat.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 20 août 1945 (11 ramadan 1364) portant fixation du traitement du trésorier général du Protectorat de la République française au Maroc ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 décembre 1948 (13 safar 1368) fixant les conditions dans lesquelles sera majorée, en 1948, la rétribution des agents des cadres généraux mixtes au titre du reclassement de la fonction publique,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier du dahir du 8 novembre 1932 (8 rejeb 1351) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — A compter du 1^{er} janvier 1948, le traitement de base du trésorier général du Maroc est fixé à 645.000 francs. Il recevra, à l'occasion des tranches ultérieures de reclassement, les nouveaux traitements qui seront attribués dans l'administration française aux trésoriers payeurs généraux gérant une trésorerie générale de 1^{re} catégorie.

« A partir de cette même date, le montant des émoluments ordinaires soumis à retenues pour le service des pensions civiles

« (traitement budgétaire compris) ne peut dépasser celui fixé pour les trésoreries générales métropolitaines de 1^{re} catégorie. »

Fait à Rabat, le 27 jomada I 1368 (28 mars 1949).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mars 1949.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Nominations et promotions.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

Est nommé sous-directeur de 2^e classe des administrations centrales du 1^{er} janvier 1949 : M. Griguer Charles, directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre. (Arrêté résidentiel du 31 mars 1949.)

Est nommée sténodactylographe de 3^e classe du 1^{er} janvier 1948 : M^{me} Ariès Paulette, dame dactylographe de 3^e classe. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 mars 1949.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 1902, du 8 avril 1949, page 482.

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Au lieu de :

« Est titularisé et nommé commis principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 19 décembre 1945 (bonifications pour services militaires : 4 ans 8 mois 12 jours) : M. Thérèse, dit Duchemin Georges, commis auxiliaire » ;

Lire :

« Est titularisé et nommé commis de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 19 décembre 1945 (bonifications pour services militaires : 4 ans 8 mois 12 jours) : M. Thérèse, dit Duchemin Georges, commis auxiliaire. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 17 février 1949.) »

* *

JUSTICE FRANÇAISE

Est nommé secrétaire-greffier en chef de 2^e classe du 1^{er} avril 1949 : M. Marty Justin, secrétaire-greffier de 1^{re} classe. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 25 mars 1949.)

* *

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES.

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, commis-greffier de 4^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1945 (bonification d'ancienneté de 28 mois) : M. Berdaï Abbès. (Arrêté directeur du 24 mars 1949.)

Est titularisé et nommé commis-greffier de 4^e classe du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 1^{er} mai 1947 (bonification de 20 mois de services) : M. Mohamed ben Rahal Rabali, commis-greffier stagiaire. (Arrêté directeur du 26 mars 1949.)

Sont nommés, après concours, du 1^{er} janvier 1949 :

Secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe des juridictions coutumières : M. Haddou ou Chaouad, commis-greffier de 1^{re} classe ;

Commis-greffier stagiaire des juridictions coutumières : M. El Ghazi ou Brahim ben Lahcèn, agent temporaire ;

Commis-greffier de 4^e classe des juridictions coutumières et reclassé successivement, à la même date, commis-greffier de 2^e classe (ancienneté du 1^{er} août 1948), en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945, et commis-greffier de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} août 1948), en application de l'arrêté viziriel du 27 août 1947 : M. Mohamed ben Driss ben Bouazza, secrétaire auxiliaire des tribunaux coutumiers.

(Arrêtés directoriaux du 23 mars 1949.)

Est promu *topographe principal de 1^{re} classe* du 1^{er} mars 1945, *topographe principal hors classe* du 1^{er} mars 1947 : M. Pradère Germain, topographe principal de 2^e classe du cadre particulier de topographes de la direction des affaires chérifiennes. (Arrêté directorial du 23 mars 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé *commis-greffier de 2^e classe des juridictions coutumières* du 1^{er} janvier 1947 (ancienneté du 1^{er} novembre 1946) : M. Moulay Larbi ben Driss, secrétaire auxiliaire des tribunaux coutumiers. (Arrêté directorial du 23 mars 1949.)

*
*
*

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Est intégré dans le corps des sapeurs-pompiers professionnels du Maroc et nommé *sergent (4^e échelon)* à la compagnie de la ville de Casablanca du 1^{er} janvier 1949 : M. Châtenet Marcel. (Arrêté directorial du 18 février 1949.)

Est nommé, après concours, *commis d'interprétariat stagiaire* du 1^{er} décembre 1948 : M. Driss Ouzahra. (Arrêté directorial du 31 mars 1949.)

Sont promus :

Commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) du 1^{er} février 1949 : M. Reina Onofrio, commis principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon) ;

Commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) du 1^{er} mars 1949 : M^{me} Rey Antoinette, commis principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon).

(Arrêté directorial du 2 avril 1949.)

Sont reclassés, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945 :

Interprète de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 13 novembre 1942, promu *interprète de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945, *interprète hors classe* du 1^{er} avril 1947 et *interprète principal de 3^e classe* du 1^{er} novembre 1948, avec ancienneté du 1^{er} avril 1947 : M. Didouh Abdelkader, interprète principal de 3^e classe ;

Interprète de 5^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1942, promu *interprète de 4^e classe* du 1^{er} janvier 1945 et *interprète de 3^e classe* du 1^{er} mai 1947 : M. Bouazza Mohamed, interprète de 3^e classe ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 8 décembre 1941, nommé *commis principal hors classe* du 1^{er} janvier 1945, reclassé *commis principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon)* du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945, et nommé *commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon)* du 1^{er} janvier 1948 : M. Martin Robert, commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) ;

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 19 octobre 1942, *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945 (même ancienneté) et promu *commis principal hors classe* du 1^{er} octobre 1945 : M. Lavail Louis, commis principal hors classe ;

Collecteur principal de 4^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 15 novembre 1942, *collecteur principal de 3^e classe* du

1^{er} février 1945 (même ancienneté), promu *collecteur principal de 2^e classe* du 1^{er} novembre 1945 et *collecteur principal de 1^{re} classe* du 1^{er} juillet 1948 : M. Braizat Georges, collecteur principal de 2^e classe ;

Interprète de 5^e classe du 1^{er} juillet 1945, avec ancienneté du 4 octobre 1944 : M. Daou Abderrahman, interprète de 5^e classe ;

Commis d'interprétariat de 2^e classe du 1^{er} juillet 1946, avec ancienneté du 2 novembre 1944) : M. Mohamed ben M'Bark Jedidi, commis d'interprétariat de 3^e classe ;

Agent technique de 5^e classe du S.M.A.M. du 1^{er} décembre 1947, avec ancienneté du 8 novembre 1947 : M^{me} Grave Marguerite, agent technique de 5^e classe du S.M.A.M. ;

Interprète de 5^e classe du 1^{er} mai 1948, avec ancienneté du 1^{er} août 1947 : M. Fizazi Ahmed, interprète de 5^e classe ;

Interprète de 5^e classe du 1^{er} mai 1948, avec ancienneté du 16 juillet 1947 : M. Senouci Mohamed, interprète de 5^e classe ;

Agent technique de 5^e classe du S.M.A.M. du 1^{er} décembre 1948, avec ancienneté du 3 août 1948 : M. Hemmert René, agent technique de 5^e classe du S.M.A.M. ;

Agent technique de 5^e classe du S.M.A.M. du 1^{er} décembre 1948, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1948 : M. Bannani Abdelatif, agent technique de 5^e classe du S.M.A.M.

(Arrêtés directoriaux des 30 et 31 mars, 1^{er} et 2 avril 1949.)

Sont rapportés les arrêtés directoriaux des 26 novembre 1946 et 8 octobre 1947 portant reconstitution de la carrière de M. Magnez Bélaire dans le cadre des rédacteurs et chefs de bureau des services extérieurs de la direction de l'intérieur. L'intéressé est reclassé : *sous-chef de division de 2^e classe* du 1^{er} juin 1941, avec 60 mois 23 jours de reliquat d'ancienneté ; *sous-chef de division de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1941 (ancienneté du 8 mai 1938) ; *chef de bureau de 3^e classe* du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 8 mai 1938) ; *chef de bureau de 2^e classe* du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 8 mai 1940) ; *chef de bureau de 1^{re} classe* du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 1^{er} juillet 1942) ; *chef de bureau de classe exceptionnelle* du 1^{er} février 1945 (ancienneté du 1^{er} août 1944). (Arrêté directorial du 30 mars 1949.)

Est acceptée, du 1^{er} avril 1949, la démission de son emploi offerte par M. Mohamed ben Bachir el Khaldi, secrétaire de contrôle de 7^e classe. (Arrêté directorial du 31 mars 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est rapporté l'arrêté directorial du 3 novembre 1948 portant titularisation de M. Ouertal Antoine dans le cadre des agents publics. L'intéressé est titularisé et nommé *agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 5 août 1942, et *6^e échelon* du 1^{er} mai 1945.

Est rapporté l'arrêté directorial du 23 octobre 1948 portant titularisation de M. Martinez Joseph-Antonio dans le cadre des agents publics. L'intéressé est titularisé et nommé *agent public de 2^e catégorie, 8^e échelon* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 7 décembre 1941, et *9^e échelon* du 1^{er} mars 1945.

Est rapporté l'arrêté directorial du 13 novembre 1948 portant titularisation de M. Fuentes Antoine dans le cadre des agents publics. L'intéressé est titularisé et nommé *agent public de 4^e catégorie, 4^e échelon* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 9 juillet 1941, et *5^e échelon* du 1^{er} août 1945.

Est rapporté l'arrêté directorial du 10 février 1949 portant titularisation de M. Loggia Jules dans le cadre des agents publics. L'intéressé est titularisé et nommé *agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon* du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 29 avril 1944, et *4^e échelon* du 1^{er} janvier 1947.

(Arrêtés directoriaux du 7 avril 1949.)

Est rapporté l'arrêté directorial du 7 janvier 1949 portant titularisation et reclassement de M. Poinsignon Robert, agent temporaire. L'intéressé est titularisé et nommé *commis de 1^{re} classe* du 2 mars 1947, avec ancienneté du 13 août 1946. (Arrêté directorial du 29 mars 1949.)

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Sont nommés *surveillants stagiaires de l'administration pénitentiaire* du 1^{er} janvier 1949 : MM. Andréani Antoine, Battini Marc, Bachelet René, Chatet Louis, Chevalme André, Capo Antoine, Cianfarani Maxime, Coustou Jacques, Delatouche Jacques, Delvaux Victor, Fenoy Raphaël, Hernandez José, Haro Charles, Garcia Michel, Gonzalès Marien, Girardeau René, Le Goff Jean, Linarès Antoine, Meynardier François, Mouillot Gilbert, Munos Antoine, Mestre Baptiste, Mannoni Noël, Ortéga Joseph, Orsoni Jean, Pasquis Marcel, Ribaud Vincent, Rodriguez Raoul, Raynaud André, Rettel Léon, Rousset Gilbert, Schweitzer Léon, Saquet Émile, Santoni René, Santoni Charles, Tarpin-Cadot Élie, Triau Robert, Vangilve Paul, Vincent Georges, Zech André, surveillants temporaires. (Arrêté directorial du 26 mars 1949.)

* * *

DIRECTION DES FINANCES.

Est promu *commis d'interprétariat principal de classe exceptionnelle (2^e échelon) de l'enregistrement et du timbre* du 1^{er} avril 1949 : M. Omar el Fassi, *commis d'interprétariat principal de classe exceptionnelle (1^{er} échelon)*. (Arrêté directorial du 28 mars 1949.)

Est rapporté l'arrêté directorial du 10 janvier 1947, nommant M. Santoni Jean *commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon)* du 1^{er} février 1945, en application des dispositions de l'arrêté viziriel du 21 décembre 1946 (B.O. n° 1783, du 27 décembre 1946). L'intéressé est nommé *commis principal de classe exceptionnelle (2^e échelon)* du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1943. (Arrêté directorial du 26 février 1949.)

Sont promus :

Percepteurs de 3^e classe du 1^{er} décembre 1948 : MM. Diebold Aloys et Roussel Laurent, *percepteurs de 4^e classe* ;

Commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1948 : M^{me} Lafarge Aline, *commis principal de 2^e classe* ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} mars 1948 : M. Mohamed ben Hida, *commis de 1^{re} classe* ;

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1948 : M. Benitsa Lucien, *commis de 2^e classe* ;

Commis de 2^e classe :

Du 1^{er} avril 1948 : M. Messner Gabriel ;

Du 1^{er} septembre 1948 : M. Thomas Roland ;

Du 1^{er} novembre 1948 : M. Franceschi Mathieu, *commis de 3^e classe* ;

Collecteurs principaux de 5^e classe :

Du 1^{er} juin 1948 : M. Larue Robert ;

Du 1^{er} août 1948 : M. Wolff Sylvain ;

Du 1^{er} septembre 1948 : MM. Thévenin Robert et Murati Ange ;

Du 1^{er} décembre 1948 : M. Bienfait Georges, *collecteurs de 1^{re} classe* ;

Fqih de 3^e classe du 1^{er} juillet 1948 : Si Chraïbi Hafid, *fqih de 4^e classe* ;

Chaouch de 4^e classe du 1^{er} décembre 1948 : Si Hadj Mohamed ben Hadj Mahdi, *chaouch de 5^e classe*.

(Arrêtés directoriaux du 28 mars 1949.)

Sont nommés *préposés-chefs de 7^e classe des douanes*, en application des dispositions du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés :

Du 1^{er} septembre 1948 : M. Facundo Robert ;

Du 1^{er} octobre 1948 : M. Noël René ;

Du 1^{er} novembre 1948 : M. Jolly Gilbert.

(Arrêtés directoriaux du 26 mars 1949.)

Sont reclassés *brigadiers hors classe des douanes* du 1^{er} janvier 1948 : MM. Ganderax Victor, Vigé Louis, Ponsolle Henri, Condemine Jean, Giocanti Roch, Sattes Louis, Gavini Antoine, Lager Joseph, Trémiot Georges, Ducamin Gabriel, Salge Antoine, Bacou Jean, Barsacq Antoine, Canarelli Antoine, Braccini François, Rouch Paul, Lacroux Honoré, Quemper Fernand, Bach Jean, Lega Vincent, Mallaroni Jacques, Poupert Émile, Roche Paul, Santolini Antoine, André Honoré, Bartoli François, *brigadiers de 1^{re} classe*. (Arrêtés directoriaux du 26 janvier 1949.)

Sont reclassés :

Préposé-chef de 3^e classe du 1^{er} décembre 1947 : M. Boyer Henri (ancienneté du 14 mars 1947), *bonifications pour services militaires* : 104 mois 17 jours ;

Matelot-chef de 4^e classe du 1^{er} août 1947 : M. Buanic Yves (ancienneté du 28 octobre 1946), *bonifications pour services militaires* : 81 mois 3 jours ;

Préposés-chefs de 4^e classe :

Du 1^{er} octobre 1947 : M. Augé Marcel (ancienneté du 3 décembre 1946), *bonifications pour services militaires* : 81 mois 28 jours ;

Du 1^{er} décembre 1947 :

M. Duff Louis (ancienneté du 5 mai 1946), *bonifications pour services militaires* : 90 mois 26 jours ;

M. Delhay Paul (ancienneté du 28 février 1947), *bonifications pour services militaires* : 81 mois 1 jour ;

M. Daniel Émile (ancienneté du 28 juin 1947), *bonifications pour services militaires* : 77 mois 3 jours ;

Préposés-chefs de 5^e classe :

Du 1^{er} mars 1947 : M. Egéa Grégoire (ancienneté du 20 novembre 1945), *bonifications pour services militaires* : 63 mois 11 jours ;

Du 1^{er} juin 1947 : M. Yeux Jean (ancienneté du 23 janvier 1947), *bonifications pour services militaires* : 52 mois 8 jours ;

Du 1^{er} juillet 1947 :

M. Stiegler Charles-Paul (ancienneté du 9 novembre 1946), *bonifications pour services militaires* : 55 mois 22 jours ;

M. Mercadier Édouard (ancienneté du 14 décembre 1946), *bonifications pour services militaires* : 54 mois 17 jours ;

Du 1^{er} août 1947 :

M. Scaletta Henri (ancienneté du 17 janvier 1946), *bonifications pour services militaires* : 66 mois 14 jours ;

M. de Lanfranchi Marc (ancienneté du 30 juillet 1946), *bonifications pour services militaires* : 60 mois 1 jour ;

M. Barbé Gilbert (ancienneté du 11 juin 1947), *bonifications pour services militaires* : 49 mois 20 jours ;

M. Ferrand Jacques (ancienneté du 27 août 1946), *bonifications pour services militaires* : 39 mois 4 jours ;

Du 1^{er} octobre 1947 :

M. Gabel André (ancienneté du 7 octobre 1945), *bonifications pour services militaires* : 71 mois 24 jours ;

M. Cristofini Émile (ancienneté du 10 juin 1946), *bonifications pour services militaires* : 63 mois 21 jours ;

Du 1^{er} décembre 1947 :

M. Tardi François (ancienneté du 20 juin 1946), *bonifications pour services militaires* : 65 mois 11 jours ;

M. Chéreau Jean (ancienneté du 7 juillet 1947), *bonifications pour services militaires* : 52 mois 24 jours ;

M. Michel Jean (ancienneté du 5 octobre 1946), *bonifications pour services militaires* : 61 mois 26 jours ;

M. Devillers Julien (ancienneté du 19 juin 1946), *bonifications pour services militaires* : 65 mois 12 jours ;

M. Roy Victor (ancienneté du 28 juin 1946), *bonifications pour services militaires* : 65 mois 3 jours ;

Matelot-chef de 5^e classe du 1^{er} décembre 1947 : M. Bernard Roger (ancienneté du 6 avril 1946), *bonifications pour services militaires* : 67 mois 25 jours ;

Préposés-chefs de 6^e classe :

Du 1^{er} novembre 1946 : M. Bordonado Emile (ancienneté du 29 janvier 1945), bonifications pour services militaires : 45 mois 2 jours ;

Du 1^{er} juin 1947 : M. Beneito Louis (ancienneté du 6 octobre 1946), bonifications pour services militaires : 31 mois 25 jours ;

Du 1^{er} juillet 1947 : M. Candela Roger (ancienneté du 11 décembre 1945), bonifications pour services militaires : 42 mois 20 jours ;

Du 1^{er} août 1947 :

M. Collet Yves (ancienneté du 25 octobre 1946), bonifications pour services militaires : 33 mois 6 jours ;

M. Fournier Roger (ancienneté du 7 avril 1946), bonifications pour services militaires : 39 mois 24 jours ;

Du 1^{er} octobre 1947 :

M. Martin Francisco (ancienneté du 14 juillet 1947), bonifications pour services militaires : 26 mois 17 jours ;

M. Serra Robert (ancienneté du 21 avril 1947), bonifications pour services militaires : 5 mois 10 jours ;

M. Anderes Auguste (ancienneté du 28 mars 1946), bonifications pour services militaires : 42 mois 3 jours ;

Du 1^{er} décembre 1947 :

M. Grall Jean-Marie (ancienneté du 13 avril 1947), bonifications pour services militaires : 31 mois 18 jours ;

M. Maizouc Emile (ancienneté du 21 mai 1946), bonifications pour services militaires : 42 mois 10 jours,

préposés-chefs et matelots-chefs de 7^e classe des douanes.

(Arrêtés directoriaux des 12 janvier, 25 et 26 mars 1949.)

Est confirmé dans son emploi du 1^{er} décembre 1948 : M. Le Fustec Robert, préposé-chef de 7^e classe des douanes. (Arrêté directorial du 6 décembre 1948.)

Est acceptée, du 31 décembre 1948, la démission de M. Candel Antoine, préposé-chef de 7^e classe des douanes. (Arrêté directorial du 6 janvier 1949.)

Est licencié de son emploi du 4 décembre 1948 : Si el Mostafa ben et Turki ben el Korchi, m^o 780, marin de 5^e classe des douanes. (Arrêté directorial du 24 décembre 1948.)

Est révoqué de ses fonctions du 12 novembre 1948 : Si Ali ben Ahmed ben Driss, m^o 620, gardien de 5^e classe des douanes. (Arrêté directorial du 10 décembre 1948.)

Est nommé inspecteur adjoint stagiaire des impôts directs du 18 mars 1949 : M. Malterre Jean, ingénieur de l'Institut agricole d'Algérie. (Arrêté directorial du 18 février 1949.)

Sont reclassés du 1^{er} janvier 1946 :

Percepteur de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} août 1939), percepteur principal de 2^e classe (ancienneté du 1^{er} février 1942), percepteur principal de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} avril 1944), percepteur hors classe du 1^{er} juin 1946 : M. Franceschi Jean ;

Percepteur de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} janvier 1940), percepteur hors classe (ancienneté du 1^{er} août 1942), percepteur principal de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} mars 1945), percepteur hors classe du 1^{er} octobre 1947 : M. Perrot Charles ;

Percepteur de 2^e classe (ancienneté du 1^{er} juin 1940), percepteur de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} novembre 1942), percepteur principal de 2^e classe (ancienneté du 1^{er} novembre 1944), percepteur principal de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} novembre 1946), percepteur hors classe du 1^{er} novembre 1948 : M. Laroche Paul ;

Percepteur de 2^e classe (ancienneté du 1^{er} novembre 1940), percepteur de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} février 1943), percepteur principal de 2^e classe (ancienneté du 1^{er} mai 1945), percepteur principal de 1^{re} classe du 1^{er} août 1947 : M. Mariton Jean ;

Chef de service de 1^{re} classe (2^e échelon) (ancienneté du 1^{er} septembre 1939), chef de service hors classe (ancienneté du 1^{er} février 1945), chef de service de classe exceptionnelle du 1^{er} février 1948 : M. Lapière Maurice ;

Chef de service de 1^{re} classe (2^e échelon) (ancienneté du 1^{er} février 1941), chef de service hors classe (ancienneté du 1^{er} février 1945), chef de service de classe exceptionnelle du 1^{er} février 1948 : M. Grosjean Georges ;

Chef de service de 2^e classe (1^{er} échelon) (ancienneté du 1^{er} février 1938), chef de service de 2^e classe (2^e échelon) (ancienneté du 1^{er} août 1942), chef de service de 1^{re} classe (1^{er} échelon) du 1^{er} août 1946 : M. Ollivier René ;

Percepteur principal de 2^e classe (ancienneté du 1^{er} février 1941), percepteur principal de 1^{re} classe (ancienneté du 1^{er} février 1943), percepteur hors classe (ancienneté du 1^{er} février 1945) : M. Louis Adrien.

(Arrêtés directoriaux du 17 mars 1949.)

* * *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Sont nommés, après examen professionnel, commis de 3^e classe du 1^{er} décembre 1948 : M^{me} Nouazé Suzanne ; MM. Mas Pierre et Jasseraud Roland, agents journaliers. (Arrêtés directoriaux du 25 février 1949.)

Est acceptée, du 9 juin 1947, la démission de son emploi offerte par M. Veyaux André, commis principal de 2^e classe. (Arrêté directorial du 29 mars 1949.)

Sont intégrées dans le cadre des sténodactylographes en qualité de :

Sténodactylographe hors classe (2^e échelon) du 1^{er} janvier 1948 : M^{lle} Languasco Alictie, dactylographe hors classe (2^e échelon) ;

Sténodactylographes de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1948 : M^{mes} Vallette Viviane (ancienneté du 1^{er} août 1946), Ourth Lucienne (ancienneté du 1^{er} septembre 1946), dactylographes de 1^{re} classe.

(Arrêtés directoriaux du 25 février 1949.)

Application du Décret du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Chef cantonnier de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 16 septembre 1946 : M. Boyer André ;

Agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon (matre ouvrier routier) du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 19 octobre 1943 : M. Lopez François ;

Agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon (chauffeur de camion) du 3 juin 1947 : M. Meny Jean-Pierre ;

Agent public de 4^e catégorie, 4^e échelon (ouvrier maçon) du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 23 septembre 1945 : M. Brôttons Vincent ;

Agent public de 2^e catégorie, 1^{er} échelon (chauffeur de camion) du 1^{er} avril 1947, avec ancienneté du 24 février 1946 : M. Bonneau René,

agents journaliers.

(Arrêtés directoriaux des 21 décembre 1948, 11 et 31 janvier et 25 février 1949.)

Est nommé commis principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1946 : M. Koubi Charles, agent journalier. (Arrêté directorial du 4 janvier 1949.)

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS.

Sont nommés :

Chef chaouch de 2^e classe du 1^{er} mars 1949 : Si Mohamed ben Abderrahman, chaouch de 1^{re} classe ;

Chaouch de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1949 : Si Hassan ben el Hassan, chaouch de 2^e classe ;

Chaouchs de 2^e classe du 1^{er} janvier 1949 : Si Lhassèn ben Ali el Hemri, Si Lhassèn ben Abdelkrim, Si Ahmed ben Hachemi el Haddaoui, chaouchs de 3^e classe ;

Chaouchs de 3^e classe :

Du 1^{er} janvier 1949 : Si Abdallah ben Mohamed ;

Du 1^{er} mars 1949 : Si Mohamed ben Larbi, chaouchs de 4^e classe ;

Chaouch de 4^e classe du 1^{er} février 1949 : Si Hadjoub ben Mohamed Fouahya, chaouch de 5^e classe ;

Infirmier-vétérinaire hors classe du 1^{er} janvier 1949 : Si M'Barek ben Mohamed ben Hadj, infirmier-vétérinaire de 1^{re} classe ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 7^e échelon du 1^{er} mars 1949 : Si Mohamed ben Kaddour, sous-agent public, 6^e échelon ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 6^e échelon du 1^{er} avril 1949 : Si Thami Serghini, sous-agent public, 5^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 23 mars 1949.)

Est nommé, après concours, *vétérinaire-inspecteur stagiaire de l'élevage* du 30 décembre 1948 : M. Fixari Pierre. (Arrêté directorial du 17 janvier 1949.)

* *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Est promue *institutrice de 3^e classe* du 1^{er} janvier 1949 : M^{me} Morel Cécile. (Arrêté directorial du 2 mars 1949.)

Est rangé dans la 4^e classe du cadre normal, 1^{re} catégorie des *maîtres de travaux manuels* du 1^{er} janvier 1948 : M. Lafon Yves. (Arrêté directorial du 20 mars 1949.)

Est rangé dans la 3^e classe du cadre normal, 1^{re} catégorie des *maîtres de travaux manuels* du 1^{er} janvier 1948 et promu à la 2^e classe de son grade du 1^{er} octobre 1948 : M. Noble Marcel. (Arrêté directorial du 20 mars 1949.)

Est rangé dans la 4^e classe du cadre normal, 1^{re} catégorie des *maîtres de travaux manuels* du 1^{er} janvier 1948 : M. Cavaillès Jean. (Arrêté directorial du 8 mars 1949.)

Est rangée dans la 1^{re} classe du cadre normal, 1^{re} catégorie des *maîtresses de travaux manuels* du 1^{er} janvier 1948 : M^{me} Carré Germaine-Andrée. (Arrêté directorial du 8 mars 1949.)

Sont nommés *commis stagiaires* du 26 décembre 1948 : MM. Mouttet Jacques, Sauvignon Yves, Fonteraille Daniel ; M^{lles} Quincy Micheline, Andréi Marie-Thérèse. (Arrêtés directoriaux des 9, 16 et 17 février 1949.)

Est nommé, après concours, *commis stagiaire* du 1^{er} février 1949 : M. Donvez Gérard. (Arrêté directorial du 16 février 1949.)

Est reclassée *institutrice de 6^e classe* du 1^{er} janvier 1945, avec 4 ans d'ancienneté, promue *institutrice de 5^e classe* du 1^{er} janvier 1945, avec 1 an 6 mois d'ancienneté, et *institutrice de 4^e classe* du 1^{er} avril 1947 : M^{lle} Sayah Juliette. (Arrêtés directoriaux des 22 février et 17 mars 1949.)

Est rangée dans la 6^e classe du cadre normal des *professeurs d'éducation physique et sportive* du 1^{er} octobre 1946, avec 1 an

d'ancienneté, et promue à la 5^e classe de son grade du 1^{er} janvier 1949 : M^{lle} Duroux Lucienne. (Arrêtés directoriaux des 13 décembre 1948 et 4 février 1949.)

Est reclassé, en application de l'arrêté viziriel du 7 octobre 1946, *commis de 2^e classe* du 1^{er} janvier 1947, avec 2 ans 8 mois 19 jours d'ancienneté : M. Couec Guy. (Arrêté directorial du 26 mars 1949.)

Est nommée *institutrice de 6^e classe* du 1^{er} octobre 1948, avec 1 mois d'ancienneté : M^{me} Martinez Odette. (Arrêté directorial du 24 mars 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Sous-agent public de 3^e catégorie, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946 : M. Mioud ben Abdallah ;

Du 1^{er} janvier 1947 :

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 8^e échelon, avec 2 ans 7 mois d'ancienneté : M. El Hachemi Guennouni ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon, avec 2 ans 10 mois 12 jours d'ancienneté : M. Mohamed ben el Hachemi ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 9^e échelon, avec 5 jours d'ancienneté : M. Ahmed ben Omar ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon, avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M^{me} Lalla Khadouj Abdelouahad ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 7^e échelon, avec 4 mois d'ancienneté : M. Ali ben Taïeb.

(Arrêtés directoriaux des 3 et 28 décembre 1948.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 1898, du 11 mars 1949, page 313.

Au lieu de :

« Sont nommées *institutrices de 6^e classe (cadre particulier)* du 1^{er} janvier 1948 : M^{lles} Choucroun Fortune, M^{mes} Benaïoun Jeanne, Allègre Lucile (arrêtés directoriaux des 20 et 24 janvier 1949) » ;

Lire :

« Sont nommées :

« *Institutrices de 6^e classe (cadre particulier)* du 1^{er} janvier 1948 : M^{lles} Choucroun Fortune, M^{me} Allègre Lucile ;

« *Institutrice stagiaire du cadre particulier* du 1^{er} janvier 1948 : M^{me} Benaïoun Jeanne.

« (Arrêtés directoriaux des 20 et 24 janvier 1949.) »

* *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Est nommée *assistante sociale stagiaire* du 1^{er} janvier 1949 : M^{lle} Nard Simone. (Arrêté directorial du 5 mars 1949.)

Sont nommées *adjointes de santé de 5^e classe (cadre des diplômés d'Etat)* :

Du 1^{er} janvier 1949 : M^{me} Barberon, née Lancelot Elisabeth, et M^{lle} Danuerolle Madeleine ;

Du 1^{er} mars 1949 : M^{lle} Debibie Carmen ;

Du 1^{er} avril 1949 : M^{lle} Charruyer Geneviève,

agents temporaires.

(Arrêtés directoriaux des 29 janvier, 25 et 28 mars 1949.)

M. Delesalle Jacques, *médecin stagiaire*, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 15 mai 1949. (Arrêté directorial du 9 mars 1949.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 16 juillet 1946 : M. Aomar ben Mohamed, manœuvre spécialisé. (Arrêté directorial du 13 décembre 1948.)

* * *

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Est promu, après concours, soudeur, 2^e échelon du 16 décembre 1948 : M. Falconnier Robert, agent des lignes stagiaire. (Arrêté directorial du 15 décembre 1948.)

Est promu contrôleur des installations électromécaniques, 8^e échelon du 25 janvier 1948 : M. Enard Michel. (Arrêté directorial du 11 mars 1949.)

Est intégré dans les cadres de l'Office des P.T.T. en qualité de contrôleur, 5^e échelon du 16 mai 1948 : M. Jabceuf Gabriel. (Arrêté directorial du 1^{er} juillet 1948.)

Honorariat.

Sont nommés :

Secrétaire-greffier en chef honoraire : M. Orabona Jacques-André, secrétaire-greffier en chef de 1^{re} classe en retraite ;

Secrétaires-greffiers adjoints honoraires : MM. Mons Yvan-Roger-Georges et Foinels Henri-Laurent-Auguste, secrétaires-greffiers adjoints de 1^{re} classe en retraite.

(Arrêtés résidentiels du 2 avril 1949.)

Est nommé inspecteur honoraire de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales : M. Griguer René, inspecteur de la division des céréales et légumineuses de l'Office chérifien interprofessionnel des céréales de 3^e classe en retraite. (Arrêté résidentiel du 11 février 1949.)

Sont nommés :

Directrice honoraire de collège : M^{lle} Notton Eugénie, directrice en retraite ;

Professeurs honoraires : MM. Bonnet Marcel, professeur d'école normale ; Commeny Pierre, professeur licencié ; Pia Irénée, professeur de dessin, en retraite ;

Censeur honoraire : M. Rouet Maurice, censeur en retraite ;

Surveillant général honoraire : M. Andrieu Edward, surveillant général en retraite ;

Chargés d'enseignement honoraires : M. Le Bris Jean, chargé d'enseignement ; M^{me} Roux, née Maurel Marguerite, chargée d'enseignement, en retraite ;

Directeurs d'école honoraires : MM. Boussard René, Chamayrac Henri, Denis Martial, Jourdan Léon, Kériel Paul, Mammeri Amar, Magne Roger, Montagnac Roger, Piquin Maxime, Regimbaud Fernand, Romain Fernand, directeurs d'école en retraite ;

Directrices d'école honoraires : M^{mes} Arrouy, née Aubinel Jeanne ; Faux, née Girabancas Aimée ; Jullien, née Guillehn Pauline ; Lacroix, née Jourde Marie ; Martin, née Bouyriès Eulalie ; Pautesta, née Madon Lucie ; Pottier, née Franchebois Suzanne ; Schumacher, directrices d'école en retraite ;

Institutrices honoraires : M^{mes} Carayon, née Cabanes Elmie ; Dannos, née Gévrier Anne ; Eyquem, née Lesser Berthe ; Fons, née Planes Mélanie ; M^{lle} Gauthier Elise ; M^{me} Ghillet, née Picquemal Jeanne ; Hébréard, née Paul Germaine ; Le Guiffant, née Rio Madeleine ; Loisel, née Hainnerville Geneviève ; Mathieu, née Charlier Aline ; Mazataud, née Mazataud Gabrielle ; Ménard, née Casaigne Berthe ; Robert, née Cardron Georgette ; Snyers, née Vasse Berthe ; Tolédano, née Hazan Marie, institutrices en retraite ;

Instituteurs honoraires : MM. Blanchard Jean, Kansab Mohamed, Merienne Félix, Renaud Roger, Roux Louis, instituteurs en retraite ;

Contremaîtres honoraires : MM. Delmas Louis, Gaboreau Marcel, contremaîtres d'école en retraite ;

Maitresses honoraire de travaux manuels : M^{me} Jolivet, née Couratier Maximilienne, maitresse de travaux manuels en retraite. (Arrêté résidentiel du 2 avril 1949.)

Admission à la retraite.

M. Botinelly Lucien, commis principal hors classe des impôts directs, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, et rayé des cadres du 1^{er} mai 1949. (Arrêté directorial du 10 mars 1949.)

M. Mohamed ben Hadj ben Abbou, sous-agent public, 8^e échelon, de l'Office des P.T.T., est admis à faire valoir ses droits à allocation spéciale et rayé des cadres du 1^{er} août 1948. (Arrêté directorial du 1^{er} août 1948.)

M. Moktar Abderrahman, sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon, de la direction de la santé publique et de la famille, est admis à faire valoir ses droits à allocation spéciale et rayé des cadres du 1^{er} juin 1949. (Arrêté directorial du 31 janvier 1949.)

M. Marin Joseph, commis chef de groupe de 1^{re} classe du cadre des administrations centrales, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} mars 1949. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 12 février 1949.)

Résultats de concours et d'examens.

Concours d'inspecteur-chef, chef de poste radiotélégraphiste de la direction des services de sécurité publique du 10 mars 1949.

Candidats définitivement admis (ordre de mérite) :

MM. Blondeau Jean, Sérbourne Jean, Quillivic Jacques et Goul René.

AVIS ET COMMUNICATIONS**DIRECTION DES FINANCES.****Service des impôts directs.**

Tertib et prestations de 1949.

AVIS

Les contribuables européens ou assimilés sont avisés de ce que, conformément aux dispositions de l'arrêté du directeur des finances du 14 novembre 1930, les déclarations à souscrire en vue de l'établissement des rôles du tertib et de la taxe des prestations de 1949, doivent être déposées, contre récépissé, le 30 avril 1949, au plus tard, dans les bureaux des chefs civils ou militaires de chaque circonscription, des services municipaux, des perceptions ou du service central des impôts directs, où des formules imprimées sont tenues à leur disposition.

Les cultures entreprises après le 30 avril doivent être déclarées dans les quinze jours qui suivent l'ensemencement.

Les déclarations des nationaux de puissances placées sous le régime des capitulations continueront à être reçues par le consulat de la nation intéressée, où elles doivent être déposées dans les délais ci-dessus indiqués.

Les contribuables qui ne souscrivent pas leurs déclarations dans les délais légaux sont passibles des pénalités instituées par l'article 9 du dahir du 10 mars 1915 (double ou triple taxe).

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 4 AVRIL 1949. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Casablanca-centre, rôles spéciaux 14, 15 et 16 de 1949 ; Rabat-nord, rôles spéciaux 12, 13 et 14 de 1949 ; Casablanca-nord, rôles spéciaux 19, 20, 21 et 22 de 1949 ; Safi, rôle spécial 2 de 1949 ; Meknès-ville nouvelle, rôles spéciaux 5 et 6 de 1949 ; Mogador, rôle spécial 3 de 1949.

Prélèvement sur les excédents de bénéfices : Casablanca-centre, rôle 18 de 1945 ; Petitjean, rôles 3 de 1944, 3 de 1945.

LE 15 AVRIL 1949. — *Patentes* : contrôle civil des Rehamna, 3^e émission 1947 ; Berrechid, 3^e émission 1946, 2^e émission 1947.

Taxe d'habitation : Agadir, 9^e émission 1946.

Supplément à l'impôt des patentes : Azrou, rôles 6 de 1946, 7 de 1947 ; Casablanca-ouest, rôle 13 de 1947.

Taxe de compensation familiale : Meknès-ville nouvelle, 4^e émission 1947 ; Ifrane, 2^e émission 1947 ; Casablanca-nord, 14^e émission 1946, 11^e émission 1947 ; Cercle d'Inezgane, 2^e émission 1947 ; circonscription de Safi-banlieue, 2^e émission 1947 ; Rabat-sud, 6^e émission 1947 ; Casablanca-centre, 7^e émission 1946, 6^e émission 1947.

Complément à la taxe de compensation familiale : Sefrou, rôle 1 de 1949.

Prélèvement sur les traitements et salaires : Meknès-ville nouvelle, rôles 3 de 1946, 2 de 1947.

Tertib et prestations des Européens 1948.

LE 12 AVRIL 1949. — *Région de Casablanca*, circonscription de Boucheron ; *région de Rabat*, circonscription de Marchand, Rabat-ville et banlieue et Salé-banlieue ; *région d'Oujda*, circonscription de Taourirt ; *région de Meknès*, circonscription de Meknès-banlieue.

Le chef du service des perceptions,

M. BOISSY.

Avis de concours**pour douze emplois de commis stagiaire d'interprétariat de la direction de l'intérieur.**

Un concours pour douze emplois de commis stagiaire d'interprétariat de la direction de l'intérieur aura lieu à partir du 28 mai 1949.

Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat, Casablanca, Fès, Marrakech, Meknès, Oujda et Agadir. Les épreuves orales auront lieu exclusivement à Rabat.

Le concours est ouvert à tous les candidats justifiant des conditions énumérées à l'article 12 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction des affaires politiques, et qui auront été autorisés par le directeur de l'intérieur à s'y présenter.

Les demandes des candidats, accompagnées de toutes les pièces réglementaires exigées, devront parvenir à la direction de l'intérieur (bureau du personnel administratif), à Rabat, avant le 28 avril 1949, date de clôture du registre d'inscription.

Avis de concours pour vingt-cinq emplois de commis stagiaire de la direction de l'intérieur.

Un concours pour vingt-cinq emplois de commis stagiaire de la direction de l'intérieur aura lieu à partir du 27 mai 1949. Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat, Casablanca, Fès, Marrakech, Meknès, Oujda et Agadir. Les épreuves orales auront lieu exclusivement à Rabat.

Sur les vingt-cinq emplois mis au concours, huit sont réservés aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques.

Au cas où les candidats concourant au titre des emplois réservés ne parviendraient pas à pourvoir ces emplois, ceux-ci seraient attribués aux autres candidats venant en rang utile.

Le concours est ouvert à tous les candidats citoyens français ou assimilés justifiant des conditions énumérées à l'article 12 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction des affaires politiques, et qui auront été autorisés par le directeur de l'intérieur à s'y présenter.

Les demandes d'admission au concours établies sur papier libre et les pièces réglementaires exigées, notamment celles qui sont susceptibles de permettre de déterminer la qualité de bénéficiaire du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés (état signalétique et des services militaires, etc.), devront parvenir à la direction de l'intérieur (bureau du personnel administratif), à Rabat, avant le 27 avril 1949, date de clôture du registre des inscriptions.

Avis de concours pour l'emploi de secrétaire de conservation foncière.

Un concours pour six emplois de secrétaire de conservation foncière aura lieu à Rabat et Paris, les 15 et 16 juin 1949, dans les conditions fixées par l'arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 7 février 1949.

Sur le nombre des emplois mis au concours, deux emplois sont réservés aux candidats marocains et deux autres aux bénéficiaires des dispositions du dahir du 11 octobre 1947 (pensionnés de guerre, victimes civiles de la guerre, orphelins de guerre, anciens combattants, prisonniers de guerre, membres de la résistance, etc.).

Le nombre d'emplois susceptibles d'être attribués aux femmes est fixé à deux.

A défaut de candidats admis dans les deux catégories réservées, tous les emplois mis au concours pourront être attribués aux candidats classés en rang utile.

Les candidats doivent être titulaires du brevet élémentaire, du diplôme de fin d'études secondaires du premier cycle, de la capacité en droit, du certificat d'études juridiques et administratives marocaines, ou de tous diplômes équivalents ou supérieurs à l'un de ceux énumérés ci-avant.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la conservation foncière et du service topographique), à Rabat, où les demandes d'inscription, accompagnées de toutes les pièces réglementaires exigées, devront parvenir au plus tard le 15 mai 1949, date de clôture de la liste des inscriptions.

RÉSUMÉ CLIMATOLOGIQUE DU MOIS DE SEPTEMBRE 1948

STATIONS	ALTITUDE	TEMPÉRATURE DE L'AIR (T)										PRÉCIPITATIONS (P)							NOMBRE DE JOURS de chergui et sirocco		
		MOYENNES				EXTRÊMES ABSOLUS				Nombre de jours de gelée	Hauteur totale du mois (en millimètres)	Hauteur normale (en millimètres)	NOMBRE DE JOURS DE								
		Écart à la normale des maxima	Moyenne des maxima du mois	Moyenne des minima du mois	Écart à la normale des minima	Date du maximum	Maximum	Minimum	Date du minimum				Min < 0	Σ	≥ 0.1	Pluie ●	Neige *	Pluie et neige mélangées *		Grêle ▲	Sol couvert de neige ☑
I. - ZONE DE TANGER																					
Tanger	75	-2.0	23.8	18.0	-0.4	10	26.6	14.2	5	0	0	27	0	0	0	0	0	0			
II. - RÉGION DE RABAT																					
1. Territoire d'Ouezzane																					
Arbaoua	130											15									
Zoumi	350		36.4	17.7		9	41.0	16.0	2-3	0	0							3			
Ouezzane	300		33.8			9	41.0				0							0			
Teroual	505																				
M'Jarra	400																				
2. Territoire de Port-Lyautey																					
Seibéra	50																				
Oued-Fouarate	100										0							4			
Guertite (Domaine de)	10																				
Souk-el-Arba-du-Rharb	30		32.1	17.3		9	42.0	10.5	5	0	0	12	0	0	0	0	0	1			
Koudiate-es-Sebâa	10																				
Had-Kourt	80																				
Souk-el-Tleta-du-Rharb	10		30.3	16.0		9	42.0	10.0	4	0	0							2			
Mechra-Bel-Ksiri	25																				
Morhrane (El)	10																				
Lalla-Itto	10																				
Boukraoua	10																				
Sidi-Sillmane	30		35.0	14.8		7	43.2	7.0	5	0	0										
Port-Lyautey	25	-1.0	29.5	15.6	+1.0	9	42.0	9.0	5	0	0.3	15	1	1	0	0	0	4			
Petitjean	84										0	10	0	0	0	0	0	0			
Sidi-Moussa-el-Harati	76																	4			
3. Divers																					
Afn-ef-Jobra	150		33.3			9	42.0				0	7	0	0	0	0	0	1			
El-Kansera-du-Beth	90																				
Salé	5																				
Rabat-I.S.C.	65	-0.9	26.1	16.3	0.0	9	37.2	8.6	5	0	0	11	0	0	0	0	0	2			
Tifet	320											11									
Camp-Bataille	300										2		1	1	0	0	0	0			
Skhirate	60										0		0	0	0	0	0	0			
Bouznika	45		29.9	15.0		10	39.2	12.2	19	0	0		0	0	0	0	0	1			
Oudjet-es-Soltane	450										0		0	0	0	0	0	3			
Sidi-Bettache	300										1		1	1	0	0	0	4			
Tedders	530										2		1	1	0	0	0	0			
Merchouch	390											6									
Sibara	650											26									
Marchand	390																				
Oulmès	1.259																				
III. - RÉGION DE CASABLANCA																					
1. Careles des Chaouïa-Nord et des Chaouïa-Sud																					
Fedala	9		25.2	17.5		9	28.8	13.7	5	0	0		0	0	0	0	0	0			
Boulhaut	280		28.7	15.5		9	36.0	12.0	5	0	0		0	0	0	0	0	0			
Dahbi	200												0	0	0	0	0	2			
Sidi-Larbi	200										1		1	1	0	0	0	0			
Casablanca-Aviation	50	-0.5	26.3	17.9	+1.2	9	38.2	13.1	5	0	0	6	0	0	0	0	0	1			
Dar-Bouazza	29												0	0	0	0	0	0			
Ayn-ef-Jemâ-des-Chaouïa	150												0	0	0	0	0	2			
El-Khetouate	800		28.6	14.3		7	35.5	11.5	25	0	0		0	0	0	0	0	0			
Saint-Michel	180																				
Boucheron	360																				
Berrechid (Averroès)	240		31.2	18.9		9	41.6	7.8	5	0	0		0	0	0	0	0	4			
Berrechid	220												0	0	0	0	0	0			
Ayn-Ferte	600												0	0	0	0	0	0			
Sidi-el-Aïdi	330												0	0	0	0	0				
Benahmed	650																				
Sottat	375																				
Oulad-Sâïd	320		24.0	14.7	-0.7	18	26.5	11.0	17	0	0	8	0	0	0	0	0	0			
Oulad-Sâïd	320			11.1				10.3	28	0	0		0	0	0	0	0	0			
Oulad-Hasba	570												0	0	0	0	0	0			
Im-Fout	171												1	1	0	0	0	0			
Mechra-Benabbou	192												0	0	0	0	0	0			
Merhanna	597																	0			
2. Territoire de Mazagan																					
Mazagan (l'Adir)	55	-0.1	28.9	14.6	-0.7	10	44.0	13.0	19	0	0	7	0	0	0	0	0	0			
Sidi-Sâïd-Mâachou	80												0	0	0	0	0				
Sidi-Bennour	183																				
Zamama	150											4									

RÉSUMÉ CLIMATOLOGIQUE DU MOIS DE SEPTEMBRE 1948 (suite)

STATIONS	ALTITUDE	TEMPÉRATURE DE L'AIR (T)								PRÉCIPITATIONS (P)								
		MOYENNES				EXTRÊMES ABSOLUS				NOMBRE DE JOURS DE								
		Écart à la normale des maxima	Moyenne des maxima du mois Max.	Moyenne des minima du mois Min.	Écart à la normale des minima	Date du maximum	Maximum Max.	Minimum Min.	Date du minimum	Nombre de jours de gelée Min < 0	Hauteur totale du mois (en millimètres) Σ	Hauteur normale (en millimètres)	Précipitations ≥ 0.1	Pluie ●	Neige *	Pluie et neige mélangées *	Grêle ▲	Sol couvert de neige ☒
3. Territoire d'Oued-Zem																		
Khouribga	799	+0.6	31.4	15.9	-0.8	1 ^{er} - 7	38.0	11.0	5	0	0	14	0	0	0	0	0	0
Oued-Zem	780																	
Boujad	690																	
Kasba-Tadla	505	+0.9	35.8	16.4	-0.8	7	42.4	13.9	5	0	0	16	0	0	0	0	0	0
Kasba-Zidaniya	435																	
Beni-Mellal	580		35.8	19.4		9	47.0	15.0	6	0	0		0	0	0	0	0	0
4. Cercles des Beni-Amir et Beni-Moussa																		
Oulad Sassi	500		35.6	17.9		9	42.0	14.2	5	0	0		0	0	0	0	0	3
Fkih-Bensalah (centre)	423																	
Fkih-Bensalah (sud)	420																	
Oulad-Yala	380																	
Naddour	400																	
Dahra																		
IV. - RÉGION DE MARRAKECH																		
1. Cercle d'Azizal et Circonscription des Aït-Ouir																		
Taguelft	1.080										4		2	2	0	0	0	0
Ouaouzarhate	1.000																	
Azilal	1.429		30.6	13.1		7	35.5	7.3	22	0	0	19	0	0	0	0	0	0
AN-Mehammed	1.690		27.2	8.7		7	32.5	5.5	20	0	0		0	0	0	0	0	0
Demnate	950											22	0	0	0	0	0	0
Tifal	1.450												0	0	0	0	0	0
Sidi-Rabhal	680												1	1	0	0	0	1
Aït-Ouir	700												0	0	0	0	0	0
Touffiate	1.485												0	0	0	0	0	0
Assoulou	1.155												0	0	0	0	0	0
2. Territoire de Marrakech																		
Skhour-des-Rehamna	500												0	0	0	0	0	0
Benguorir	475												0	0	0	0	0	0
El-Kella-des-Srahna	466												0	0	0	0	0	0
Jbilat	542	+1.3	34.7	17.8	+0.6	1 ^{er}	42.2	14.0	5	0	0	10	0	0	0	0	0	0
Marrakech-Aviation	460												0	0	0	0	0	0
Chichaoua	360	+1.3	35.5	14.3	-0.8	1 ^{er} - 2	40.5	10.5	30	0	0	7	0	0	0	0	0	0
Dor-Caid-Ourlal	800												0	0	0	0	0	0
Tahannaoute	925												0	0	0	0	0	0
Tadderte-du-Rdat	1.650												1	1	0	0	0	0
Zaouïa-Lalla-Takerkoust	650		33.8			1 ^{er}	41.2	9.4	4	0	3	34	2	2	0	0	0	0
Agatouar	1.806		27.6	13.1		5	32.4	9.4	4	0	0		2	2	0	0	0	0
Asni	1.150												1	1	0	0	0	0
Amizmiz	1.000		23.9	14.2		9	36.5	10.5	5	0	7	22	2	2	0	0	0	1
Amizmiz (E. F.)	1.150												1	1	0	0	0	0
Sidi-Bou-Otmane	950												0	0	0	0	0	0
Tisgul	1.550												0	0	0	0	0	0
Talate-n-Nos	1.300												0	0	0	0	0	0
Oukafmedem	2.640												0.3	1	0	0	0	0
Iml-n-Tanoute	900												0.3	2	0	0	0	0
Tagadirt-n-Boor	1.667												0	0	0	0	0	2
Talate-N-Yacoub	1.400												0	0	0	0	0	0
Ijoukak	1.400												0	0	0	0	0	0
Aghbar	1.850												0	0	0	0	0	0
Rizi-n-Test	2.100												0	0	0	0	0	0
3. Territoire de Safi																		
Cap-Cantib	70												0	0	0	0	0	0
Oulad-Amrane	200												0	0	0	0	0	0
Bhrati	180												0	0	0	0	0	0
Dar-Si-Alyaa	100												0	0	0	0	0	0
Safi	25	-0.5	27.8	15.9	-3.6	30	35.0	11.0	11	0	0.3	4	0	1	0	0	0	3
Sidi-Mbarek-Bouguedra	100												0	0	0	0	0	0
Louis-Gentil	320		32.2	16.8		9	41.0	12.0	5	0	0		0	0	0	0	0	0
Chemala	381		33.2	19.3		8	39.0	16.0	4	0	0	4	0	0	0	0	0	0
4. Cercle de Mogador																		
Zaouka-Beni-Hamida	250												0	0	0	0	0	0
Souk-el-Had-du-Dra	251		33.1	15.1		8	40.5	12.0	17	0	0		0	0	0	0	0	0
Sidi-Moktar	400												0	0	0	0	0	0
Mogador	5	+1.0	23.0	16.7	+0.1	9	39.5	15.0	14	0	0	3	0	0	0	0	0	1
Boutarzate	35		32.3			9	44.0						0	0	0	0	0	1
Tanoudja	1.100												0	0	0	0	0	0
Imgrad	500												0	0	0	0	0	0
Kouzemt	1.170												0	0	0	0	0	0
Tamanar	361											47	0	0	0	0	0	0
Cap-Rhir	20												0	0	0	0	0	0
Ain-Tamalokt	500												0	0	0	0	0	0
5. Territoire d'Ouarzazate																		
Ousskig	2.100												0	0	0	0	0	0
Tinernir	1.847												0	0	0	0	0	0
Boumalne-du-Dadde	1.846		30.8	17.3		1 ^{er}	34.0	12.0	30	0	0		0	0	0	0	0	0

RÉSUMÉ CLIMATOLOGIQUE DU MOIS DE SEPTEMBRE 1948 (suite et fin)

STATIONS	ALTITUDE	TEMPÉRATURE DE L'AIR (T)								PRÉCIPITATIONS (P)								
		MOYENNES				EXTRÊMES ABSOLUS				NOMBRE DE JOURS DE								
		Écart à la normale des maxima	Moyenne des maxima du mois	Moyenne des minima du mois	Écart à la normale des minima	Date du maximum	Maximum	Minimum	Date du minimum	Nombre de jours de gelée	Hauteur totale du mois (en millimètres)	Hauteur normale (en millimètres)	NOMBRE DE JOURS DE					NOMBRE DE JOURS de chergui et sirocco
													Pluies	Pluie	Neige	Pluie et neige mélangées	Grêle	
Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.	Min<0	Σ	> 0.1	●	*	✱	▼	☒			
3. Cercle de Midelt																		
Itzer	1.600									1	20	3	3	0	0	0	0	
Midelt	1.509								0			0	0	0	0	0	0	
Touafite	1.950																	
4. Territoire du Tafilalet																		
Talsint	1.327									1		1	1	0	0	0	0	
Gourrama	1.350								2		3	3	0	0	0	0	0	
Rich	1.420								0		0	0	0	0	0	0	0	
Assif-Melloul	2.200								0		0	0	0	0	0	0	0	
Outerbate	2.000								25		4	4	0	0	0	0	0	
Bouanane	840								6		1	1	0	0	0	0	0	
Ksar-es-Souk	1.060																	
Boudenib	925																	
Assoul	1.670																	
At-Hani	1.950								0		0	0	0	0	0	0	0	
Goulmima	950								10		1	1	0	0	0	0	0	
Tinejdad	1.000								9		4	4	0	0	0	0	0	
Erfoud	925								0		0	0	0	0	0	0	0	
Rissani	766								2		1	1	0	0	0	0	0	
Alnit	873																	
Taouz	600								0		0	0	0	0	0	0	0	
VIII. - RÉGION DE FÈS																		
1. Territoire de Fès																		
El-Kelaa-des-Slès	423								0	18	0	0	0	0	0	0	0	
Karla-ba-Mohammed	150	37.9			8	43.8			0		0	0	0	0	0	0	0	
Tissa	240	37.0	18.6		9	44.8	14.5	5	0	0.2	1	1	0	0	0	0	7	
Lebbn	200																	
Sidi-Jellil	205																	
Chabat	460								0		0	0	0	0	0	0	10	
Tabala	498								1		1	1	0	0	0	0	0	
Fès (Aviation)	416	+1.8	33.5	16.7	+0.7	7	41.0	10.2	5	0	0.1	1	1	0	0	0	0	
2. Cercle de Sefrou																		
Sefrou	789	+1.7	29.9	12.3	0.0	9	36.0	7.0	0	0	2	2	0	0	0	0	1	
Imouzzér-du-Kandar	1.440																	
Dafet-Ahoua	1.550								0.1		1	1	0	0	0	0	0	
Dafet-Hachlaf	1.760								0		0	0	0	0	0	0	0	
Imouzzér-des-Marmoucha	1.650								1		2	2	0	0	0	0	0	
Boulemane	1.860								6		6	6	0	0	0	0	0	
3. Cercles du Haut-Querrha et du Moyen-Querrha																		
Tabouda	500								0		0	0	0	0	0	0	0	
Jbel-Outka	1.107								5		1	1	0	0	0	0	0	
Rhafsai	345								0		0	0	0	0	0	0	0	
Taounato	668								0		0	0	0	0	0	0	2	
4. Territoire de Taza																		
Tamchecht	1.713								4		3	3	0	0	0	0	0	
Tizi-Ouzli	1.300								0		0	0	0	0	0	0	0	
Aknoul	1.300	30.0	11.4		1	36.2	7.4	27	0		0	0	0	0	2	0	0	
Saka	760								0		0	0	0	0	0	0	0	
Tahar-Souk	800								0	23	0	0	0	0	0	0	0	
Tafneste	1.500	32.0	17.0		11	39.0	10.0	6	0		1	1	0	0	0	0	0	
Kef-el-Rhar	800	34.2	17.8		18	38.5	11.0	6	0		1	1	0	0	0	0	0	
Bab-el-Mrouj	1.100								1		1	1	0	0	0	0	0	
Beni-Lennt	595								0		0	0	0	0	0	0	0	
Sidi-Hammou-Meftah	650								1		1	1	0	0	0	0	0	
Taza	506								0	15	0	0	0	0	0	0	0	
Col-de-Touahar	558								2		1	1	0	0	0	0	0	
Guercif	362	-2.8	31.0	17.1	-1.1	9	38.5	11.4	5	0	2	2	0	0	0	0	16	
Bab-Bou-Idir	1.586		30.1	15.7		10	37.5	11.0	6	0	0.4	1	1	0	0	0	0	
Bab-Azhar	760								2		0	0	0	0	0	0	2	
Merhaoua	1.260								0		2	2	0	0	0	0	0	
Berkine	1.280								16	27	3	3	0	0	1	0	0	
Tamegilt	1.775																	
Outat-Oulad-el-Haj	747								1	23	1	1	0	0	0	0	0	
Missour	900		35.9	13.5		1	41.2	10.4	6	0	3	2	2	0	0	0	1	
IX. - RÉGION D'OUIDJA																		
Safda-du-Kiss	10										0	0	0	0	0	0	0	
Madar	130																	
Aïn-er-Reggada	220																	
Berkane	144	+1.2	31.0	16.9	-0.8	3	37.7	10.7	5	0	0	0	0	0	0	0	0	
Aïn-Almou	1.300										6	4	0	0	0	0	0	
El-Alleb	450										1	1	0	0	0	0	0	
Oujda	574	+2.1	32.4	14.3	-0.7	10	42.0	10.0	6	0	1	1	0	0	0	0	0	
El-Ayou	610										0	0	0	0	0	0	0	
Tsourirt	392										0	0	0	0	0	0	0	
Berguent	988									12	0	0	0	0	0	0	0	
Aïn-Khira	1.450										1	1	0	0	0	0	0	
Tendara	1.460										2	2	0	0	0	0	0	
Bouâra	1.310		31.4	17.6		2	36.5	8.7	4	0	1	1	0	0	0	0	5	
Firuz	900		37.6	19.6		8	45.0	12.5	27	0	3	2	0	0	0	0	0	